

MC/2172

Original: anglais
12 avril 2005

QUATRE-VINGT-DIXIEME SESSION

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

Ce document est soumis pour la cent deuxième session du Comité exécutif en juin 2005.

<u>TABLE DES MATIERES</u>	<u>Page</u>
Principales données financières	2
Arrière-plan organisationnel	5
Etat de l'actif, du passif et des fonds	10
Etat des recettes et des dépenses – Programme administratif	11
Etat des recettes et des dépenses – Programmes d'opérations	13
Notes concernant les états financiers	14
 <u>Appendices</u>	
Appendice 1 – Programme administratif – Contributions assignées	20
Appendice 2 – Programme administratif – Contributions assignées restant dues	22
Appendice 3 – Programmes d'opérations – Etats des recettes et des dépenses par service et par région	24
Appendice 4 – Mécanisme de sécurité du personnel	25
Appendice 5 – Dépenses administratives et de personnel par pays	26
Appendice 6 – Fonds de prêt aux réfugiés	28
Appendice 7 – Programmes de dédommagement	30
Appendice 8 – Fonds de réponse rapide pour les transports	32
Appendice 9 – Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire FONAPAZ	33
Appendice 10 – Liste des contributions volontaires par donateur – Programmes d'opérations	35
Appendice 11 – Liste des contributions volontaires par donateur et par programme - Programmes d'opérations	36
Appendice 12 – Opinion des vérificateurs externes des comptes	49
Appendice 13 – Caisse de prévoyance du personnel	50

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES**Aperçu général**

En 2004, les opérations de l'OIM ont encore pris beaucoup d'ampleur. Le total cumulé des dépenses pour le programme administratif et les programmes d'opérations a atteint 637,8 millions de dollars, ce qui représente un bond de 45 % par rapport au niveau de 2003, qui était de 440,6 millions de dollars.

Dépenses	2004	2003
	(en millions) USD	(en millions) USD
Programme administratif	29,9	27,1
Programmes d'opérations	<u>607,9</u>	<u>413,5</u>
Total des dépenses pour l'exercice	<u>637,8</u>	<u>440,6</u>

Les programmes de dédommagement ont représenté 24 % de l'ensemble des dépenses d'opérations en 2004 (contre 2 % en 2003). Si l'on exclut les dépenses correspondant aux programmes de dédommagement, le total des dépenses d'opérations a augmenté de 157,1 millions de dollars, soit 52 % de plus en 2004 qu'en 2003. Les augmentations les plus significatives ont été constatées dans le cadre du Programme de réfugiés des Etats-Unis, essentiellement en Afrique (34,8 millions de dollars), de l'organisation du processus électoral depuis l'étranger pour les nationaux afghans et irakiens (31,6 millions de dollars), des activités de reconstruction en Afghanistan (28,9 millions de dollars), des activités de soutien technique au Pérou (13,1 millions de dollars) et des activités accrues déployées au titre des retours depuis l'Europe (10,3 millions de dollars).

Sept nouveaux Etats Membres se sont ralliés à l'OIM en 2004, portant ainsi le total des Membres à 109 au 31 décembre 2004 (contre 102 au 31 décembre 2003). Près de 350 nouvelles activités de projet ont démarré en 2004, tandis que les effectifs sont passés de 3.691 à 4.040, que plusieurs nouvelles missions de pays ont été ouvertes et qu'un grand nombre de bureaux extérieurs existants ont été agrandis.

En 2004, on a recensé 233.934 mouvements assistés par l'OIM, soit une augmentation de 24.778 mouvements par rapport au chiffre de 2003 qui était de 209.156. La principale raison de cette augmentation est le nombre significatif de réinstallations assistées de migrants opérées en 2004. Les mouvements relevant du Programme de réinstallation des Etats-Unis ont augmenté de 76 % dans le courant de l'année 2004.

Sur le plan administratif, afin de gérer la croissance significative des activités de l'Organisation, l'OIM a continué à transférer au centre administratif de Manille un certain nombre de fonctions administratives d'appui et à forte intensité de main-d'œuvre, notamment dans les domaines de la technologie de l'information, de la comptabilité, des opérations de trésorerie, des statistiques de mouvements et de l'administration des ressources humaines. En outre, les missions à fonctions régionales ont encore une fois été renforcées dans la perspective de l'appui qu'elles apportent au niveau régional.

Programme administratif

L'allocation approuvée au titre du programme administratif a augmenté en 2004 de 446.000 CHF, soit 1,2 %, et s'établit à présent à 37.119.000 CHF. Grâce à un contrôle attentif des dépenses, l'Administration a pu contenir les lignes des dépenses inscrites au budget et terminer l'exercice 2004 avec un solde positif de 98.954 CHF avant décompte des postes extraordinaires.

En raison du non-paiement de leurs contributions assignées par certains Etats Membres, 2004 a une fois de plus donné lieu à une augmentation de la provision pour créances douteuses, cette fois à hauteur de 194.298 CHF (contre 590.637 CHF en 2003). Les contributions assignées restant dues pour 2003 et les années antérieures sont passées de 5.499.054 CHF au 31 décembre 2003 à 5.693.352 CHF au 31 décembre 2004. Le résultat net de la provision pour créances douteuses (194.298 CHF) moins les contributions assignées des nouveaux Etats Membres (47.355 CHF) est un déficit de 146.943 CHF. Après avoir pris en compte le déficit reporté de 2003 (589.559 CHF) et l'excédent budgétaire actuel (98.954 CHF), il subsistait à la fin de l'exercice 2004 un découvert de 637.548 CHF. Ce montant sera reporté sur 2005.

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)

Il faut également noter qu'à la fin de décembre 2004, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 7.523.009 CHF (contre 7.832.035 CHF en 2003). Un nombre limité d'Etats Membres sont responsables de la majeure partie des sommes impayées (voir l'appendice 2 pour la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2004).

Programmes d'opérations

Le total des dépenses par région dans le cadre des programmes d'opérations est résumé ci-dessous:

	2004	2003
	millions USD	millions USD
Programmes d'opérations – dépenses par région		
Afrique et Moyen-Orient	105,3	67,1
Amériques	75,8	50,6
Asie et Océanie	159,4	71,6
Europe	260,0	214,3
Activités d'envergure mondiale	<u>7,4</u>	<u>9,9</u>
Total des dépenses	<u>607,9</u>	<u>413,5</u>

Les fluctuations de dépenses les plus importantes, par région, sont les suivantes:

- L'augmentation des activités déployées pour l'**Afrique** et le **Moyen-Orient** en 2004, à hauteur de 38,2 millions USD, est pour l'essentiel le reflet d'une intensification des activités de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (23,3 millions USD), des activités de rapatriement en Angola (6,1 millions USD), des activités menées au Libéria (2,7 millions USD) et en Iraq (1,9 million USD);
- L'accroissement des activités en faveur des **Amériques** en 2004, à hauteur de 25,2 millions USD est essentiellement le reflet des activités d'appui technique au Pérou (13,1 millions USD), de l'intensification des activités menées en Colombie (5 millions USD) et des activités de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (2,3 millions USD);
- L'augmentation des dépenses en **Asie** et **Océanie** à hauteur de 87,8 millions USD est essentiellement due au programme d'organisation du processus électoral depuis l'étranger pour les ressortissants afghans (23,2 millions USD), à l'accroissement des activités menées en Afghanistan (28,9 millions USD) et des activités accrues de réinstallation de réfugiés (12,3 millions USD);
- Les augmentations de dépenses les plus significatives pour **l'Europe** (45,7 millions USD) sont dues aux indemnités accrues versées au titre des programmes de dédommagement (une augmentation totale de 37,3 millions USD) et à un nouvel accroissement des programmes de retour depuis l'Europe (10,3 millions USD). Ces augmentations de dépenses ont été partiellement compensées par une diminution des programmes déployés dans les Balkans (une diminution de 11,3 millions USD).

Le total des dépenses, par service, dans le cadre des programmes d'opérations, se résume comme suit:

	2004	2003
	millions USD	millions USD
Programmes d'opérations – dépenses par service		
Mouvements	157,5	115,3
Migration et Santé	23,5	13,0
Coopération technique en matière de migration	191,4	104,5
Retours volontaires assistés et intégration	56,9	43,7
Lutte contre la traite des êtres humains	19,7	12,9
Migration de main-d'œuvre	6,4	4,5
Programmes de dédommagement	146,0	108,6
Appui aux programmes de caractère général	<u>6,5</u>	<u>10,7</u>
Total des dépenses	<u>607,9</u>	<u>413,5</u>

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)

Les fluctuations de dépenses les plus notables, par service, sont les suivantes:

- L'augmentation des **Mouvements** (42,2 millions USD) s'explique pour l'essentiel par un accroissement des activités déployées dans le cadre des programmes de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (33,6 millions USD), principalement en Afrique, et par une hausse des activités en Angola (6,1 millions USD) et au Libéria (2,7 millions USD). Ces augmentations sont en partie compensées par une diminution des activités dans le cadre des réinstallations de migrants du Pacifique en Australie (4,9 millions USD);
- L'augmentation des dépenses dans le cadre de la **Migration et Santé** (10,5 millions USD) s'explique essentiellement par une augmentation des activités d'évaluation sanitaire liées aux réinstallations, principalement en Afrique et en Asie;
- L'augmentation des dépenses dans le cadre de la **Coopération technique en matière de migration** (86,7 millions USD) est imputable aux programmes d'organisation du processus électoral depuis l'étranger en faveur des électeurs afghans et iraqiens (31,6 millions USD), aux activités d'appui technique au Pérou (13,1 millions USD, aux projets de reconstruction en Afghanistan (28,9 millions USD), à l'assistance de l'UE dans le cadre du processus électoral en Indonésie (5,6 millions USD), et à des activités accrues en Iraq (5,6 millions USD) et en Colombie (5 millions USD);
- L'augmentation des dépenses dans le cadre des **Retours volontaires assistés et l'intégration** (13,2 millions USD) se justifie essentiellement par l'intensification des programmes de retour depuis l'Europe (10,3 millions USD) et par le retour de déplacés internes au Kosovo (1,3 million USD);
- L'augmentation des dépenses dans le cadre de la **Lutte contre la traite des êtres humains** (6,8 millions USD) est due à l'expansion des activités et à l'intérêt accru manifesté par les donateurs dans ce domaine, à l'échelle mondiale, le nombre de projets actifs ayant augmenté de façon très sensible en 2004;
- Les dépenses dans le cadre des **Programmes de dédommagement** ont augmenté en 2004 de 37,3 millions USD, essentiellement en raison des indemnités plus conséquentes qui ont été versées (30,8 millions USD), des programmes humanitaires et sociaux (6,6 millions USD) et des dépenses administratives (1 million USD). A noter en contrepartie une diminution des dépenses dans le cadre du programme de dédommagement pour pertes de bien en Iraq (1,1 million USD).

Les dépenses totales dans le cadre des programmes d'opérations en 2004 ont dépassé de 194,4 millions USD celles de 2003 (soit 47 % de plus). Parallèlement, les niveaux de recettes de 2004 ont augmenté de 55 % par rapport à leur niveau de 2003, ce qui a entraîné une augmentation significative des ressources reportées, qui sont passées de 90,7 millions USD à la fin de 2003 à 172,1 millions USD à la fin de 2004, renforçant ainsi la base financière de l'Organisation.

Le résumé succinct du Programme et Budget pour 2004 (MC/2143) prévoyait un budget de 641 millions USD sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles dans le cadre des programmes d'opérations ont été de 607,9 millions USD et se situent par conséquent à un niveau inférieur de 33,1 millions USD par rapport aux estimations. Cette différence s'explique principalement par le fait que le versement des indemnités a été retardé jusqu'en 2005, ce qui représente une diminution de 30,6 millions USD entre les allocations budgétaires et les dépenses réelles au titre des Programmes de dédommagement.

Le total des dépenses administratives et de personnel a augmenté de 30,2 millions USD en 2004, passant ainsi de 128,7 millions en 2003 à 158,9 millions USD en 2004. Une partie significative de cette augmentation (95 %) est le produit des activités déployées sur le terrain, l'augmentation la plus forte ayant été enregistrée en Asie. Les bureaux suivants ont enregistré une augmentation significative de leurs dépenses administratives et de personnel: Afghanistan, Thaïlande, Jordanie, Soudan, Royaume-Uni, Colombie, Fédération de Russie, Angola, Pays-Bas, Italie et Belgique. Ces augmentations ont été quelque peu contrebalancées par des diminutions de dépenses administratives et de personnel dans les Balkans.

Les dépenses directes ont elles aussi considérablement augmenté en 2004, passant de 284,8 millions USD en 2003 à 449 millions USD en 2004, soit un bond de 164,2 millions USD. Les augmentations les plus fortes ont été constatées dans le cadre des services de sous-traitance (une augmentation de 57,4 millions USD), s'expliquant par le recrutement d'experts extérieurs dans le cadre d'un projet d'appui technique au Pérou (12,9 millions USD), de l'organisation du processus électoral depuis l'étranger pour les électeurs afghans et iraqiens (18,5 millions USD) et des programmes de dédommagement (5,2 millions USD). Les dépenses de transport ont augmenté de 37,4 millions USD, en raison d'une progression de ces mêmes dépenses dans le cadre du Programme de réfugiés des Etats-Unis. L'aide à la réintégration a elle aussi entraîné un surcroît de dépenses de 34,2 millions USD en raison des indemnités plus élevées versées en 2004 qu'en 2003 (30,7 millions USD). L'aide aux déplacés internes a elle aussi augmenté de 29,6 millions USD, essentiellement en raison d'autres micro-projets déployés en Afghanistan et en Iraq.

PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)

Les recettes provenant de la commission sur frais généraux ont été plus importantes que prévu en raison du niveau accru des dépenses administratives et de personnel. Ces recettes ont été mises à profit pour couvrir des dépenses de projets insuffisamment financés et concernant notamment les besoins en technologie de l'information liés au nouveau système de gestion intégrée des ressources humaines, ainsi que les déficits survenus au Turkménistan, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Portugal, en Espagne, en Grèce et au Timor-Leste.

Les programmes d'opérations ont été clôturés en 2004 avec un report de 1.960.927 USD (contre un déficit de 48.965 USD en 2003), constitué des deux éléments ci-après:

- 1) Un report sans affectation spéciale de 74.018 USD dans le cadre des opérations (contre 2.722 USD en 2003).
- 2) Un report de 1.886.908 USD résultant du paiement de la redevance due à l'UNSECOORD (contre un déficit de 51.687 USD en 2003). Davantage de détails à ce sujet sont donnés à l'Appendice 4.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. L'Organisation comptait 109 Etats Membres au 31 décembre 2004, contre 102 à la fin de 2003.

Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif qui compte en ce moment 23 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Sous-Comité du budget et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit deux fois par an pour débattre des questions budgétaires et financières.

L'Administration, comprenant un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction des services de l'Organisation conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général est le chef de secrétariat de l'Organisation et est élu par le Conseil pour une durée de 5 ans.

BUTS ET FONCTIONS

L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société, et elle agit avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de: contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration; promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration; veiller au respect de la dignité humaine et au bien-être des migrants.

Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

- De prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

- De s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir;
- De fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation;
- De fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- D'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

STRUCTURE

L'OIM est dotée d'une structure organique fonctionnelle qui répond à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires par les différents services constitués à cet effet et la mise en œuvre de ses activités sur cette base. En 2004, on dénombrait six services: Mouvements, Migration et Santé, Coopération technique en matière de migration, Retours volontaires assistés et Intégration, Lutte contre la traite des êtres humains et Migration de main-d'œuvre. Avec les Programmes de dédommagement et l'appui aux programmes de caractère général, tous les projets de l'OIM s'inscrivent dans l'un ou l'autre de ces domaines. Les bureaux de l'OIM sont organisés de la façon suivante:

Missions à fonctions régionales (MFR): On compte sur l'ensemble du globe 19 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales (MFR). Les MFR fonctionnent en tant que centres de ressources et de soutien pour les missions de pays et les missions poursuivant un objectif spécifique dans la région, et mettent à leur disposition des connaissances opérationnelles spécialisées pour les aider dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets. Il s'agit d'une méthode rentable de partage des ressources et des connaissances existantes entre les missions et au sein des régions, notamment dans le cas des missions plus petites qui ne disposent pas des moyens financiers et des ressources nécessaires. De cette façon, malgré la décentralisation géographique, la cohérence de l'approche est assurée dans l'ensemble de l'Organisation. Les MFR assurent en outre la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts, par exemple pour entreprendre des missions d'évaluation durant la planification de nouveaux projets, ou pour contrôler et mieux orienter la mise en œuvre d'activités de projets dans d'autres missions disposant de ressources moindres.

Missions de pays: L'OIM compte un réseau mondial de plus de 200 missions de pays, en ce compris les bureaux auxiliaires, chargées de réaliser ses projets. La plupart de ces missions dépendent sur le plan financier des fonds des projets qu'elles mettent en œuvre.

Missions poursuivant un objectif spécifique: Un certain nombre de missions poursuivant un objectif spécifique sont créées pour des durées relativement courtes, principalement pour assurer des opérations d'urgence ou fonctionner comme bureau auxiliaire d'une mission de pays.

Centre administratif de Manille: Un certain nombre de fonctions ont été transférées à la MFR de Manille par souci de renforcer les capacités de l'OIM à fournir des services de base dans les limites des allocations budgétaires actuelles et dans une période de croissance substantielle des activités opérationnelles. L'accent est essentiellement mis sur les fonctions de technologie de l'information et autres fonctions à forte intensité de main-d'œuvre, ou sur celles ayant pour objet d'apporter un soutien au réseau mondial de bureaux extérieurs de l'OIM. Les unités de suivi des projets et de sécurité du personnel, ainsi que certaines fonctions liées aux ressources humaines, au budget, aux finances, à la gestion des mouvements et à la technologie de l'information ont été transférées en 2004.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

Siège

Bureau du Directeur général: Le Bureau du Directeur général est composé du Directeur général et du Directeur général adjoint, tous deux élus par le Conseil pour une durée de cinq ans. C'est le Bureau du Directeur général et le Chef de cabinet qui disposent de l'autorité constitutionnelle de gérer l'Organisation et déploient des activités relevant du mandat de celle-ci en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde bien avec les priorités stratégiques. En 2004, les fonctions décrites ci-après étaient rattachées au Bureau du Directeur général: La Coordination de la gestion, le Service juridique, le Secrétariat des réunions, le Bureau de l'Inspecteur général, la Coordination des questions de sexes/pécificité, la Technologie de l'information et les communications, la Médecine du travail et le Médiateur.

Services de gestion des migrations: Ce département apporte un soutien sur le plan de l'élaboration des projets aux opérations de l'OIM sur le terrain et aux autres unités concernées par les questions de gestion des migrations. Il fait en sorte que la planification et l'élaboration des projets s'accordent avec le mandat de l'Organisation et avec ses besoins tels qu'ils ont été évalués, tout en déployant avec les bureaux extérieurs une stratégie destinée à trouver de nouveaux moyens pour venir en aide aux gouvernements et compléter les efforts déployés par les autres organisations internationales afin de renforcer les pratiques en matière de gestion des migrations. Il met au point des normes opérationnelles, des outils et des modèles, et assure un soutien opérationnel et une formation au personnel de terrain selon les nécessités.

Politique et recherche en matière migratoire: Le Département de Politique et recherche en matière migratoire sert de point focal tant à la coordination des stratégies de l'OIM concernant les questions de migration internationale que dans le domaine de la recherche et de l'information sur les stratégies de politique migratoire internationale. Il met au point et assure la diffusion des informations recueillies sur les tendances, les politiques et les pratiques migratoires internationales à l'intention des parties prenantes internes et externes, ce qui englobe notamment les relations avec les médias; il assure la coordination du dialogue international de l'OIM sur la migration et est responsable de la coopération et des partenariats avec les organisations internationales et non gouvernementales.

Relations extérieures: Le Département des Relations extérieures apporte son soutien au niveau des relations générales de l'Organisation avec des Etats Membres et observateurs, et avec les autres Etats, ainsi qu'avec les organisations internationales et non gouvernementales et autres organismes multilatéraux. Il est responsable du renforcement de la coopération avec les autres organisations internationales et de la mise en place d'un cadre approprié pour assurer la cohérence de l'approche de l'OIM par rapport à celle de ses organisations partenaires – l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales, ainsi que des organisations non gouvernementales. Ce département comprend également la Division des relations avec les donateurs, les Conseillers régionaux et diplomatiques, l'Observateur permanent auprès des Nations Unies et l'Unité de traduction.

Gestion des ressources: Le Département de la Gestion des ressources est responsable de l'énonciation et de l'application des politiques relatives aux ressources humaines et financières, ayant pour but de veiller à ce que les activités de l'Organisation se déroulent efficacement. Ce département met au point et applique les politiques destinées à assurer une gestion et une planification saines de la fiscalité et du personnel, ainsi que l'articulation, la liaison et la diffusion de propositions et de politiques en matière de ressources humaines et financières à l'intention des interlocuteurs internes et externes. Il se compose des divisions suivantes: Comptabilité, Budget, Trésorerie, Gestion des ressources humaines, Perfectionnement et formation du personnel, et Services communs.

Appui aux opérations: Le Département de l'Appui aux opérations est responsable de la coordination des activités de trois unités – Situations de crise et d'après-conflit, Gestion des mouvements, et Services d'aide à la migration –, et assiste le Directeur général dans la prise de décision concernant les opérations à l'échelle mondiale.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

Mouvements: Les activités d'aide à la réinstallation, au rapatriement et au transport des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées sont une importante activité de l'OIM depuis sa création. En 2004, les activités liées aux mouvements ont représenté 26 % de l'ensemble des opérations déployées par l'Organisation. Désireuse de fournir dans ce domaine les services les plus efficaces et les plus humains aux migrants, aux gouvernements et aux autres partenaires de mise en œuvre, l'OIM organise des transferts sûrs et fiables de migrants à des fins de réinstallation, d'emploi, d'études ou dans d'autres buts s'accordant avec l'immigration légale. Les services ordinaires proposés dans le cadre des mouvements englobent la sélection, la prise en charge, la formation linguistique, l'orientation et diverses activités destinées à faciliter l'intégration. L'un des principaux programmes de mouvements mis en œuvre par l'OIM au nom du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50 est le Programme de réfugiés USRP. En 2004, l'USRP a occasionné près de la moitié des dépenses de l'OIM dans le cadre des activités liées aux mouvements. En plus des mouvements traditionnels de réinstallation et de retours volontaires assistés de l'OIM, une bonne part des dépenses a été occasionnée par les activités de transport de migrants du Pacifique devant être réinstallés en Australie. Les services spécialisés de l'OIM ont en outre déployé leur activité en plusieurs endroits du monde où se sont déroulées des opérations faisant suite à des situations de crise, par exemple en Angola et au Libéria.

Migration et santé: L'objectif du Service Migration et santé de l'OIM (MHS) est de promouvoir la santé des populations mobiles et de fournir des directives sur la recherche, les politiques et la gestion de la santé dans le contexte migratoire. De ce fait, les activités de MHS profitent aux migrants, aux communautés d'accueil tout comme aux Etats et aux organisations partenaires. L'évolution de la situation dans ce domaine, où l'on voit apparaître de nouveaux défis et où les tâches à accomplir sont de plus en plus complexes, en raison des maladies et du mauvais état de santé des populations migrantes, à quoi s'ajoutent des moyens de transport plus rapides et des mouvements de masse provoqués par des crises complexes, fait qu'il faut continuellement réexaminer les pratiques sanitaires liées aux migrations. Pour fournir des services adéquats, parfois dans des endroits difficiles, il faut une étroite coopération entre les gouvernements, les départements de l'OIM, l'Organisation des Nations Unies et les partenaires internationaux, sans oublier les autorités sanitaires nationales. Les questions sanitaires concernent tous les migrants et peuvent avoir des répercussions sur tous les secteurs d'activité de l'OIM. C'est pourquoi MHS s'attache à susciter une prise de conscience de ce problème sanitaire au sein de l'Organisation et à faire en sorte que la santé des migrants soit prise en compte dans l'ensemble des activités qu'elle déploie. En 2004, les évaluations sanitaires dans la perspective des réinstallations sont restées la principale activité de MHS, les groupes humains concernés étant principalement situés en Afrique, en Europe orientale et en Asie.

Coopération technique en matière de migration: Les gouvernements sont confrontés à une série complexe de défis lorsqu'il s'agit de gérer les migrations, et en particulier les migrations irrégulières, qui les concernent en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des flux migratoires. L'action du service de Coopération technique en matière de migration (CTM) a surtout été centrée sur le renforcement des capacités des gouvernements et autres acteurs pertinents en vue de leur permettre de relever les défis migratoires par le biais d'initiatives nationales spécifiques et par un partenariat renforcé et une action conjointe avec d'autres Etats concernés et des partenaires compétents. Par ailleurs, la coopération technique de l'OIM en matière de migration facilite la coopération entre les gouvernements et l'élaboration des législations nécessaires et des structures administratives, des connaissances et des ressources humaines permettant de mieux gérer les migrations. Les projets de coopération technique sont censés apporter une réponse aux questions essentielles de gouvernance en matière migratoire, à savoir le cadre politique et législatif et les systèmes opérationnels, tels que les dispositifs de gestion des frontières et de délivrance de documents de voyage, et s'étendent à différents domaines dans lesquels migration et développement sont intimement liés, ce qui est particulièrement le cas des activités visant à remédier aux causes profondes des migrations à caractère économique. Les activités de CTM visent également à aider les gouvernements à tester de nouvelles approches consistant à relever de façon créative des défis migratoires particuliers. La gestion des migrations dans les situations d'après-crise relève également de la coopération technique. On a observé une croissance sensible des activités de CTM en 2004, celle-ci ayant concerné le renforcement des capacités essentielles en matière politique, juridique et opérationnelle, l'encouragement du dialogue régional et transrégional et la planification dans ce domaine. Durant l'année 2004, l'OIM a entrepris deux vastes programmes d'organisation du processus électoral depuis l'étranger – l'un pour l'Afghanistan qui s'est achevé en 2004 et l'autre pour l'Iraq qui a débuté durant cette même année 2004. Les principales activités de coopération technique en 2004 ont concerné l'Afghanistan, la Colombie, le Pérou et l'Iraq.

Retours volontaires assistés et intégration: Les retours volontaires assistés et les stratégies d'intégration de migrants sont des éléments indispensables d'une approche globale de gestion des migrations, en ce compris les migrations irrégulières. Là où les migrants sont dans l'incapacité de prolonger leur séjour dans le pays d'accueil, les retours volontaires assistés offrent une alternative plus humaine et plus rentable aux retours forcés. Il permet en outre aux personnes qui se trouvent dans l'incapacité de repartir d'un pays étranger de regagner leur pays d'origine en sécurité et dans la dignité. Là où les migrants ont la possibilité de rester dans le pays qui les a accueillis, une aide à l'intégration peut atténuer les difficultés d'adaptation à la nouvelle culture, tout en assurant

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

Retours volontaires assistés et intégration (suite): l'harmonie sociale entre les membres nouveaux et anciens de la communauté. L'OIM assure plus de 20 programmes de retours volontaires assistés en faveur de demandeurs d'asile déboutés et autres migrants sans ressources dans divers pays, dont les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, la Norvège, le Danemark, la Suisse et la Hongrie. En 2004, les activités déployées à cet effet se sont intensifiées, tant en nombre de migrants assistés que par la portée des services offerts, en ce compris une aide à la réintégration dans plusieurs pays d'origine.

Lutte contre la traite des êtres humains: La traite des êtres humains est une violation manifeste des droits humains des migrants et constitue l'une des menaces les plus sérieuses aux migrations ordonnées. Un nombre croissant de migrants sont chaque année victimes de trafiquants d'êtres humains dans le monde, une activité qui génère d'énormes sommes d'argent pour les filières criminelles organisées. Celles-ci pratiquent la désinformation auprès des migrants en exploitant leur ignorance, en leur faisant souvent subir des préjudices physiques et en les exposant à des dangers, en les livrant au désespoir économique et au travail forcé et en les rendant vulnérables dans les pays de destination. L'OIM contribue à la prévention de la traite des migrants en fournissant des informations factuelles sur les dangers de la migration irrégulière. Elle apporte son aide aux victimes de la traite en leur offrant sa protection et ses conseils et en facilitant leur retour et leur réinsertion. L'action de l'OIM dans le domaine de la lutte contre la traite passe également par un travail de recherche, de compilation de données, de diffusion et d'échange d'informations et d'expériences, et d'aide aux gouvernements qu'elle met ainsi en mesure de renforcer leurs capacités de lutte contre ce phénomène. En 2004, l'OIM a pu accroître sensiblement le nombre de ses projets de lutte contre la traite avec une croissance budgétaire de 53 % par rapport à 2003, ce qui lui a permis d'élargir ses activités tant au niveau de la couverture géographique que sur le fond.

Migration de main-d'œuvre: En ce vingt-et-unième siècle, la migration de main-d'œuvre, ou les déplacements transfrontières de travailleurs en quête d'emploi, s'est installée en haut de l'ordre du jour politique de bon nombre de pays d'origine, de transit et de destination. D'un bout à l'autre de l'éventail de cette migration, les gouvernements et les migrants sollicitent de plus en plus l'OIM en quête d'un soutien spécialisé et pour rendre plus facile la migration de main-d'œuvre contrôlée, ainsi qu'une assistance directe aux migrants. Les principaux objectifs que poursuit l'OIM lorsqu'elle fournit de tels services sont d'encourager les formes légales de mobilité de la main-d'œuvre en tant qu'alternative à la migration irrégulière, d'assurer une protection efficace et de fournir des services de soutien aux travailleurs migrants et à leur famille, mais aussi de favoriser le développement économique et social.

Programmes de dédommagement: Ces programmes spécialisés ont pour but d'entrer en contact avec les populations potentiellement bénéficiaires et de leur venir en aide, partout dans le monde, d'assurer le traitement des demandes de dédommagement reçues dans une trentaine de langues, de verser les indemnités aux demandeurs qui remplissent les conditions requises, et d'aviser les autres, pour la plupart membres des diasporas. En raison de leur caractère spécialisé et du fait qu'ils ne relèvent pas d'un service particulier, tout en tirant parti des capacités diverses de l'OIM, ces programmes apparaissent dans l'organigramme sous l'intitulé "Programmes spéciaux". Pour plus d'informations à ce sujet, on voudra bien se reporter à l'appendice 7.

ETAT DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES FONDS AU 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
<u>ACTIF</u>		
ACTIF A COURT TERME		
Avoirs en banque et liquidités (note 3)	225 508 092	130 036 658
Sommes à recevoir:		
Gouvernements et agences bénévoles	41 474 023	30 688 906
Contributions impayées des Etats Membres (appendice 2)	6 657 530	6 265 628
Autres sommes à recevoir et dépôts	9 162 879	6 142 833
	<u>57 294 432</u>	<u>43 097 367</u>
A déduire: provision pour créances douteuses (appendice 2)	(5 038 365)	(4 399 243)
	<u>52 256 067</u>	<u>38 698 124</u>
ACTIF A MOYEN TERME		
Billets à ordre (note 4)	23 100 000	17 200 000
CAPITAL FIXE		
Bâtiment du Siège (note 5)	9 459 671	8 846 422
Bâtiments des bureaux extérieurs (note 5)	724 039	808 039
	<u>10 183 710</u>	<u>9 654 461</u>
<u>TOTAL DE L'ACTIF</u>	<u>311 047 869</u>	<u>195 589 243</u>
<u>PASSIF ET FONDS</u>		
EXIGIBILITES A COURT TERME		
Sommes à payer pour services de transport	7 377 427	3 589 939
Autres sommes à payer	11 048 545	8 743 582
Sommes à payer à la Caisse de prévoyance du personnel (note 6)	14 035 784	8 281 619
Charges à payer	6 105 936	5 881 330
	<u>38 567 692</u>	<u>26 496 470</u>
PASSIF A LONG TERME		
Indemnités dues au personnel à la cessation de service (note 7)	23 687 774	19 072 492
Emprunt pour le bâtiment du Siège (note 5)	9 459 671	8 846 422
Fonds de dotation Sasakawa (note 8)	2 000 000	2 000 000
Emprunts contractés auprès des Etats Membres (note 10)	1 680 400	1 680 400
	<u>36 827 845</u>	<u>31 599 314</u>
FONDS		
Avance sur contributions des gouvernements, des agences, des migrants et des répondants	6 342 089	2 232 409
Fonds de prêts aux réfugiés (appendice 6)	29 864 582	25 595 129
Compte d'opérations d'urgence (note 9)	238 000	421 000
Fonds de migration pour le développement (note 11)	0	0
Fonds de prêt aux migrants (note 12)	180 249	180 249
Fonds de réponse rapide pour les transports (appendice 8)	2 274 350	3 021 290
Réserve de conversion monétaire (note 13)	24 205 690	14 870 988
Programmes d'opérations – report de recettes réservées	170 150 647	90 693 006
Programmes d'opérations – report de recettes / (du déficit) (note 14)	1 960 927	(48 965)
Programme administratif – report du déficit	(564 202)	(471 647)
Réserve pour imprévus (note 15)	1 000 000	1 000 000
	<u>235 652 332</u>	<u>137 493 459</u>
<u>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</u>	<u>311 047 869</u>	<u>195 589 243</u>

PROGRAMME ADMINISTRATIF**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2004****EN DOLLARS DES ETATS-UNIS**

Voir l'état exprimé en francs suisses à la page suivante

	2004	2003
	USD	USD
<u>RECETTES</u>		
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)	29 695 200	26 383 453
Gain de change (remarque a)	224 822	825 263
TOTAL DES RECETTES	29 920 022	27 208 716
<u>DEPENSES</u>		
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	23 909 315	21 351 782
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	878 930	819 218
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	24 788 245	22 171 000
Location et entretien des bâtiments	1 055 970	921 367
Equipement informatique et maintenance	1 776 337	1 711 500
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	409 228	501 514
Total des frais généraux de bureaux	3 241 535	3 134 381
Formation	503 688	466 905
Services extérieurs et recherche	547 956	566 138
Total des services contractuels	1 051 644	1 033 043
Communications	458 375	376 314
Secrétariat des réunions	340 017	362 543
TOTAL DES DEPENSES	29 879 816	27 077 281
Excédent de recettes de l'exercice	40 206	131 435
Excédent de dépenses reporté en début d'exercice	(471 647)	(257 723)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)	37 676	108 977
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)	(170 437)	(454 336)
Excédent de dépenses reporté en fin d'exercice	(564 202)	(471 647)

Remarque a:

Le gain de change en 2004 est dû à l'affermissement du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis au cours de l'année (1 USD = 1,25 CHF au 1^{er} janvier 2004, contre 1,13 CHF au 31 décembre 2004).

PROGRAMME ADMINISTRATIF**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2004****EN FRANCS SUISSES**

Voir l'état exprimé en dollars des Etats-Unis à la page précédente

	BUDGET		
	2004	2004	2003
	CHF	CHF	CHF
<u>RECETTES</u>			
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)		37 119 000	36 673 000
TOTAL DES RECETTES		<u>37 119 000</u>	<u>36 673 000</u>
<u>DEPENSES</u>			
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	29 789 000	29 807 606	28 831 833
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 046 000	1 087 008	1 099 972
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	<u>30 835 000</u>	<u>30 894 614</u>	<u>29 931 805</u>
Location et entretien des bâtiments	1 268 000	1 284 933	1 232 308
Equipement informatique et maintenance	2 122 000	2 079 693	2 256 899
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	<u>638 000</u>	<u>504 063</u>	<u>670 733</u>
Total des frais généraux de bureaux	<u>4 028 000</u>	<u>3 868 689</u>	<u>4 159 940</u>
Formation	600 000	615 701	625 645
Services extérieurs et recherche	<u>776 000</u>	<u>664 012</u>	<u>750 975</u>
Total des services contractuels	<u>1 376 000</u>	<u>1 279 713</u>	<u>1 376 620</u>
Communications	475 000	562 190	513 088
Secrétariat des réunions	<u>405 000</u>	<u>414 840</u>	<u>482 175</u>
TOTAL DES DEPENSES	<u>37 119 000</u>	<u>37 020 046</u>	<u>36 463 628</u>
Excédent de recettes de l'exercice		98 954	209 372
Excédent de dépenses reporté en début d'exercice		(589 559)	(358 235)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)		47 355	149 941
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		<u>(194 298)</u>	<u>(590 637)</u>
Excédent de dépenses reporté en fin d'exercice		<u>(637 548)</u>	<u>(589 559)</u>

PROGRAMMES D'OPERATIONS**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2004**

	2004	2003
	USD	USD
<u>RECETTES (appendice 10)</u>		
Contributions à affectation spéciale:		
Etats Membres	357 726 099	259 280 586
Etats non membres, agences et autres	287 203 604	138 643 706
Remboursement de billets à ordre	20 308 744	25 269 107
Réfugiés, migrants et répondants	19 922 872	16 761 592
Total des contributions à affectation spéciale	685 161 319	439 954 991
Contributions sans affectation spéciale:		
Etats Membres	3 036 803	3 451 488
Intérêts nets et recettes diverses	1 196 509	684 936
Total des contributions sans affectation spéciale	4 233 312	4 136 424
TOTAL DES RECETTES (appendice 10)	689 394 631	444 091 415
<u>DEPENSES</u>		
Transports	101 855 499	64 452 479
Visas, documents et transit	6 099 999	4 738 273
Examens médicaux, équipements et médicaments	9 184 598	6 635 726
Aide à la réintégration, subventions et indemnisations	127 376 678	93 169 250
Aide aux déplacés internes et micro-projets	87 177 434	57 600 042
Services en sous-traitance	112 433 388	55 025 710
Activités d'information publique	4 737 767	2 597 581
Autres dépenses d'opérations	128 376	547 227
Total des dépenses directes	448 993 739	284 766 288
Dépenses de personnel	102 933 879	85 942 554
Paiements dus à la cessation de service	7 418 270	6 010 948
Frais de voyage et de séjour	8 247 412	7 423 683
Ordinateurs, équipements et fournitures de bureaux	10 443 867	7 440 745
Location et entretien de locaux	11 396 048	8 699 583
Communications	4 642 219	4 719 055
Achat, location et entretien de véhicules	4 828 739	3 488 082
Services contractuels externes (y compris les dépenses relatives à la sécurité)	7 973 852	4 053 489
Redevance de l'UNSECOORD (appendice 4)	1 049 072	944 217
Total des dépenses de personnel et de bureaux (appendices 3 et 5)	158 933 359	128 722 356
TOTAL DES DEPENSES	607 927 098	413 488 644
Recettes excédentaires de l'exercice	81 467 533	30 602 771
Recettes reportées en début d'exercice	90 644 041	60 041 270
Recettes reportées en fin d'exercice	172 111 574	90 644 041
<u>Comprenant:</u>		
Recettes à affectation spéciale – report	170 150 647	90 693 006
Recettes sans affectation spéciale – report/(déficit) (note 14)	1 960 927	(48 965)
Total des recettes reportées en fin d'exercice	172 111 574	90 644 041

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS**NOTE 1 – REGLEMENT FINANCIER ET PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER**

Le Règlement financier exige que l'Organisation publie des états financiers, à savoir:

- i) un état de l'actif et du passif des fonds propres de l'Organisation et d'autres fonds gérés par elle;
- ii) un état des recettes et des dépenses des programmes administratif et d'opérations, ainsi que d'autres fonds gérés par l'Organisation;
- iii) toute autre indication considérée comme nécessaire pour faire ressortir clairement la situation financière ainsi que les recettes et les dépenses relatives aux activités de l'Organisation;

ainsi que tous autres rapports qui pourraient lui être demandés où qui seraient jugés nécessaires.

La forme de présentation détaillée du Rapport financier n'est pas spécifiée dans le Règlement financier et, étant donné que l'OIM mène des opérations de grande ampleur, complexes et très spécialisées, il n'existe pas de modèles applicables en l'occurrence. Le principal critère réside dans l'obligation de présenter des états financiers reflétant bien les recettes et les dépenses, ainsi que la situation financière de l'Organisation.

Les pièces comptables principales de l'Organisation sont établies en dollars des Etats-Unis, devise utilisée par l'Organisation dans son Rapport financier annuel, conformément au Règlement financier. Ce dernier exige aussi que le Programme administratif soit présenté en francs suisses, étant donné que les recettes et les dépenses administratives sont comptabilisées pour une grande part dans cette monnaie.

NOTE 2 – ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

La politique comptable et financière de l'Organisation est régie par les articles 24, 25 et 26 de sa Constitution, ainsi que par le Règlement financier adopté par le Conseil conformément à l'article 26. Les points principaux de cette politique sont les suivants:

Pièces comptables et devises

Les documents comptables sont présentés en dollars des Etats-Unis comme le veut le Règlement financier. Les actifs et les passifs en devises étrangères sont convertis en dollars des Etats-Unis au taux officiel de change des Nations Unies pour le mois considéré. Les gains et les pertes de change en devises qui résultent de l'écart entre le taux de change des Nations Unies et le taux bancaire sont pris en compte dans le budget des programmes correspondants. Dans la mesure où le programme administratif est exprimé en francs suisses, le gain ou la perte de change calculé(e) est enregistré(e) dans l'état des recettes et des dépenses du programme administratif exprimé en dollars des Etats-Unis. Toutes les autres réévaluations et tous les autres gains ou pertes de change sont accumulés dans la réserve de conversion monétaire et reflétés en tant que fonds (voir aussi note 13).

Créances douteuses

Une provision est constituée pour la totalité des créances dues depuis plus d'une année.

Dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice, c'est-à-dire imputées sur l'exercice qui leur a donné naissance.

Capital fixe

La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie.

Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat.

Revenus d'investissement

Les revenus d'investissement sont comptabilisés selon le système de l'exercice.

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**Programmes d'opérations**

En principe, les dépenses pour les programmes d'opérations s'effectuent dans les limites des fonds disponibles ou sur la base d'un engagement formel pris par les Etats participants ou d'autres donateurs.

Recettes

Les contributions au programme administratif sont comptabilisées selon le système de l'exercice. Les contributions assignées sont exigibles dès le 1^{er} janvier et enregistrées en tant que recettes à cette date. Les contributions volontaires aux programmes d'opérations sont normalement comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les contributions annoncées et les contributions exigeant la facturation des dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice en fonction du niveau de dépenses encourues.

Imposition

L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif, qui est, de manière générale, exemptée de toute imposition.

NOTE 3 – AVOIRS EN BANQUE ET LIQUIDITES

L'Organisation détient la totalité de son encaisse dans des comptes communs sans distinction des liquidités qu'elle détient pour son propre compte et de celles détenues pour le compte des contribuants aux divers programmes. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés à court terme et les intérêts produits par ces placements portés au crédit des programmes appropriés.

NOTE 4 – BILLETS A ORDRE

Le montant de 23,1 millions USD (17,2 millions USD en 2003) est la valeur recouvrable estimative des billets à ordre signés par des réfugiés transportés conformément aux conditions du Fonds de prêt aux réfugiés. Voir l'appendice 6 pour un complément d'informations sur ce fonds de prêt, y compris l'évaluation des billets à ordre.

NOTE 5 – CAPITAL FIXE**Bâtiment du Siège**

Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions CHF. Ce bâtiment est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1^{er} janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2004 a été de 368.600 CHF (368.600 CHF en 2003).

La politique comptable appliquée au bâtiment consiste à l'amortir sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements de capital. Le coût du bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis comme suit en dollars des Etats-Unis au taux de change en vigueur en fin d'année:

	2004	2003
	CHF	CHF
Coût du bâtiment	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	<u>(7 310 572)</u>	<u>(6 941 972)</u>
Valeur comptable nette au 31 décembre	<u>10 689 428</u>	<u>11 058 028</u>
Prêt du gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	<u>(7 310 572)</u>	<u>(6 941 972)</u>
Solde de l'emprunt au 31 décembre	<u>10 689 428</u>	<u>11 058 028</u>
Conversion au taux en vigueur en fin d'année	USD	<u>9 459 671</u>
Taux de change appliqué en fin d'année (CHF/USD)	1,13	1,25

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**Bâtiments des bureaux extérieurs**

L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux pour ses représentations en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Trois de ces bâtiments sont entièrement amortis. Les deux autres, au Chili et en Australie, sont amortis au taux de 5 % l'an.

	2004	2003
	USD	USD
Coût des bâtiments	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	<u>(1 115 712)</u>	<u>(1 031 712)</u>
Valeur comptable nette	<u>724 039</u>	<u>808 039</u>

NOTE 6 – EXIGIBLE REPRESENTE PAR LES AVOIRS DU PERSONNEL DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCE

Les montants détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel atteignent un total de 14.035.784 millions USD (contre 8.281.619 millions USD en 2003) et constituent la dette de l'OIM envers son personnel au titre de la retraite. Les fonds ainsi détenus se répartissent comme suit:

Avoirs de retraite en dollars des Etats-Unis		3 982 420 USD
Avoirs de retraite en francs suisses	8 411 174 CHF	ou 7 443 517 USD
Avoirs de retraite en euros	1 923 942 EUR	ou 2 609 847 USD

Pour plus de détails sur les fonds détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel, voir l'appendice 13.

NOTE 7 – PAIEMENTS DUS AU PERSONNEL A LA CESSATION DE SERVICE

Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi ou telles que précisées dans le Statut et Règlement du personnel et qui devront leur être versées lorsqu'ils quitteront l'Organisation. Ces paiements englobent: a) les indemnités de départ ou de licenciement; b) la compensation financière des congés annuels non utilisés; et c) d'autres indemnités dues telles que la prime de rapatriement et les frais de voyage pour ce qui concerne les fonctionnaires (catégorie Administrateurs). Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, une méthode budgétaire est appliquée pour le calcul des indemnités dues à la cessation de service lorsqu'ils quittent l'Organisation. Pour les membres du personnel relevant de la partie opérationnelle du budget, l'Administration constitue une réserve qui équivaut au total estimatif des indemnités dues à la cessation de service.

A sa soixante-douzième session en novembre 1996, le Conseil a adopté, dans le cadre du programme administratif, la méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service. Selon cette méthode, les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget, calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2004 et 2003, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'élevait à 620.000 CHF, alors que les indemnités effectivement versées pour 2004 ont été de 1.149.822 CHF (contre 414.701 CHF pour 2003). Il n'est pas possible de prévoir avec précision lors de l'établissement du budget le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation et les indemnités additionnelles à leur verser. Au 31 décembre 2004, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'élevait, pour le programme administratif, à 9.738.895 USD (contre 9.525.665 USD pour 2003).

Pour les programmes d'opérations, la réserve constituée au 31 décembre 2004 s'élevait à 23.687.774 USD (contre 19.072.492 USD en 2003). Cette réserve est suffisante pour couvrir le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations que l'Organisation est tenue de verser aux membres du personnel lorsqu'ils partent à la retraite ou quittent l'Organisation.

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**NOTE 8 – FONDS DE DOTATION SASAKAWA**

Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	2004	2003
	USD	USD
COMPTE DU SOLDE DE CAPITAL EN FIN D'EXERCICE	2 000 000	2 000 000
COMPTE DE PRODUITS		
Solde du compte de produits en début d'exercice		4 000
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	27 400	20 000
Total disponible	27 400	24 000
Transferts en faveur de projets:		
Tsunami	(27 400)	
Migration pour le développement en Afrique – Femmes – Guinée		(10 000)
Projet SARS au Cambodge		(14 000)
Total des transferts à des projets	(27 400)	(24 000)
Solde du compte de produits en fin d'exercice	0	0

NOTE 9 – COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE

Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account – (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussi tôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

	2004	2003
	USD	USD
Bilan initial du compte en début d'exercice	421 000	331 000
Nouveaux prêts accordés durant l'exercice:		
Aide à la construction de refuges – victimes du tremblement de terre de Bam	(100 000)	
Situation d'après-crise à Santa Fé	(15 000)	
Soutien à la mission d'évaluation conjointe au Soudan	(18 000)	
Evaluation d'après-conflit en Haïti	(15 000)	
Crise du Tsunami	(50 000)	
	(198 000)	0
Prêts remboursés en cours d'exercice:		
Evaluation de la situation après-conflit en Haïti	15 000	
Préparatifs et planification d'urgence au Moyen-Orient		90 000
Bilan de clôture en fin d'exercice	238 000	421 000
Encours à court terme en fin d'exercice	183 000	0

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**NOTE 10 – EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES**

Une réserve de caisse, obtenue à l'aide de prêts sans intérêts consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 adoptée le 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

NOTE 11 – FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Le Fonds de migration pour le développement a été créé en vertu de la Résolution du Conseil n° 801 (LXI) adoptée le 28 novembre 1990, et s'est substitué, à dater du 1^{er} janvier 1991, au Fonds de compensation de la migration sélective créé en 1966. Les objectifs du Fonds de migration pour le développement sont les suivants: 1) servir d'instrument ordinaire de financement pour la réalisation des buts poursuivis par l'OIM à travers ses activités de migration pour le développement; et 2) financer les activités, les projets et les programmes mis en œuvre par l'Organisation pour favoriser le développement au moyen d'un transfert ordonné et planifié de ressources humaines et par le biais de la coopération technique dans le domaine de la migration.

	2004	2003
	USD	USD
Bilan initial en début d'exercice	0	0
Contribution au Fonds par le Gouvernement belge	15 000	15 000
Contribution à des projets de coopération technique (PLACMI) à l'aide du Fonds	(15 000)	(15 000)
Bilan de clôture en fin d'exercice	0	0

NOTE 12 – FONDS DE PRET AUX MIGRANTS DE L'OIM

Le Fonds de prêt aux migrants de l'OIM a été créé en application de la résolution n° 210 (XII) en date du 12 mai 1960 pour financer en tout ou en partie les coûts de transport des migrants et les services y afférents en accordant des prêts sans intérêts garantis par des billets à ordre. Ce fonds est administré conformément aux dispositions décrites dans le document MC/743/Rev.1 du 8 décembre 1965, approuvé par la résolution n° 354 (XXIV).

NOTE 13 – RESERVE DE CONVERSION MONETAIRE

La réserve de conversion monétaire, de 24.205.690 USD (contre 14.870.988 USD en 2003) est reportée et reflétée dans les fonds. Ce montant représente la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs en devises étrangères vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, ainsi que les gains et les pertes de change réalisés à l'achèvement des projets, dont il est rendu compte dans une devise étrangère.

En 2004, le solde moyen des avoirs bancaires et des liquidités était de 176 millions USD, dont 119 millions (ou 68 %) détenus en euros. En raison de l'appréciation de 8 % de l'euro par rapport au dollar en 2004 (passé de 1 USD = 0,801 EUR au 1^{er} janvier 2004 à 1 USD = 0,737 EUR au 31 décembre 2004), et de l'importance des sommes détenues par l'OIM en euros, la réserve de conversion monétaire a considérablement augmenté en 2004.

Il est à noter qu'il s'agit là essentiellement d'une réserve non réalisée dans la mesure où les comptes de l'OIM sont tenus en dollars, alors que les bilans réels sont exprimés dans d'autres monnaies, c'est-à-dire pour l'essentiel en euros et en francs suisses. On voudra bien se reporter à ce sujet à la note 2 – Pièces comptables et devises.

NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)**NOTE 14 – PROGRAMMES D’OPERATIONS – REPORT DE RECETTES SANS AFFECTATION SPECIALE**

Au 31 décembre 2004, le report des recettes sans affectation spéciale dans le cadre des programmes d’opérations était de 1.960.927 USD (contre un découvert de 48.965 USD en 2003). Ce report était constitué de deux parties, comme indiqué à l’appendice 3: Programmes d’opérations – Etat des recettes et des dépenses par service et par région.

- a) Un report de recettes sans affectation spéciale de 74.018 USD (contre 2.722 USD en 2003) au niveau des opérations
- b) Un report de recettes sans affectation spéciale de 1.886.908 USD (contre un découvert de 51.687 USD en 2003) provenant de l’allocation prévue pour le dispositif de l’UNSECOORD (voir appendice 4).

NOTE 15 – RESERVE POUR IMPREVUS

L’utilisation de la réserve pour imprévus est régie par la résolution n° 413 (XXVIII), adoptée par le Conseil le 17 novembre 1967.

PROGRAMME ADMINISTRATIF

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	CHF	CHF
<u>ETATS MEMBRES</u>		
Albanie	14 643	14 393
Algérie	28 554	28 787
Angola	14 643	14 393
Argentine	394 630	469 226
Arménie	14 643	14 393
Australie	662 597	663 897
Autriche	385 844	386 463
Azerbaïdjan	14 643	14 393
Bangladesh	14 643	14 393
Belgique	459 791	460 949
Belize	14 643	14 393
Bénin	14 643	14 393
Bolivie	14 643	14 393
Bulgarie	14 643	14 393
Burkina Faso	14 643	14 393
Cambodge(1)	14 643	
Canada	1 041 486	1 044 243
Cap-Vert	14 643	14 393
Chili	86 394	75 925
Colombie	82 001	69 448
Congo	14 643	14 393
Costa Rica	14 643	14 393
Côte d'Ivoire	14 643	14 393
Croatie	16 107	15 833
Chypre	15 741	15 473
République tchèque	82 733	69 808
République démocratique du Congo	14 643	14 393
Danemark	304 941	305 860
République dominicaine	14 643	14 393
Equateur	14 643	14 393
Egypte	33 313	33 105
El Salvador	14 643	14 393
Finlande	212 690	213 023
France	2 632 452	2 637 956
Gambie	14 643	14 393
Géorgie	14 643	14 393
Allemagne	3 977 049	3 985 542
Grèce	219 646	219 860
Guatemala	14 643	14 393
Guinée	14 643	14 393
Guinée-Bissau	14 643	14 393
Haïti	14 643	14 393
Honduras	14 643	14 393
Hongrie	49 054	49 297
Iran (République islamique d')	110 921	95 716
Irlande	119 707	120 545
Israël	169 127	169 483
Italie	2 062 106	2 066 177
Japon	7 144 338	7 077 609
Jordanie	14 643	14 393
Kazakhstan (1)	14 643	
Kenya	14 643	14 393
Kirghizistan	14 643	14 393
Lettonie	14 643	14 393
Libéria	14 643	14 393
Lituanie	14 643	14 393
Luxembourg	32 581	32 385
Madagascar	14 643	14 393
Mali	14 643	14 393
Mauritanie (2)	14 643	
Mexique	442 220	443 317
Maroc	17 938	18 352
Pays-Bas	707 625	708 876
Nouvelle-Zélande (2)	98 108	
Nicaragua	14 643	14 393
Nigéria (1)	27 822	

PROGRAMME ADMINISTRATIF**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	2004	2003
	CHF	CHF
ETATS MEMBRES (suite)		
Norvège	263 209	264 119
Pakistan	24 893	24 829
Panama	14 643	14 393
Paraguay	14 643	14 393
Pérou	48 322	48 218
Philippines	41 001	41 021
Pologne	154 118	129 181
Portugal	188 163	188 914
République de Corée	677 607	671 453
République de Moldova (2)	14 643	
Roumanie	23 795	24 109
Rwanda (1)	14 643	
Sénégal	14 643	14 393
Serbie-et-Monténégro	14 643	14 393
Sierra Leone	14 643	14 393
Slovaquie	17 572	17 632
Slovénie	33 313	33 105
Afrique du Sud	166 198	166 604
Sri Lanka	14 643	14 393
Soudan	14 643	14 393
Suède	418 059	419 208
Suisse	518 730	516 004
Tadjikistan	14 643	14 393
Thaïlande	119 707	102 913
Tunisie	14 643	14 393
Ouganda	14 643	14 393
Ukraine	21 598	21 590
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 253 929	2 258 690
République-Unie de Tanzanie	14 643	14 393
Etats-Unis d'Amérique	9 637 680	9 473 398
Uruguay	32 581	33 105
Venezuela	84 930	85 281
Yémen	14 643	14 393
Zambie	14 643	14 393
Zimbabwe (1)	14 643	
Total partiel – Etats Membres – CHF	37 119 000	36 673 000
Total partiel – Etats Membres – USD	29 695 200	26 383 453
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Nigéria (1)		22 670
Cambodge (1)		14 393
Zimbabwe (1)		14 393
Kazakhstan (1)		14 393
Rwanda (1)		14 393
Mauritanie (2)		7 965
Nouvelle-Zélande (2)		53 769
République de Moldova (2)		7 965
Malte (3)	14 643	
Jamahiriya arabe libyenne(4)	15 828	
Niger (4)	8 442	
Afghanistan (4)	8 442	
Total partiel – Nouveaux Etats Membres - CHF	47 355	149 941
Total partiel – Nouveaux Etats Membres - USD	37 676	108 977

Remarque: A la fin de 2004, l'OIM comptait 109 Etats Membres (102 à la fin de 2003). Les Bahamas, l'Estonie, le Brésil et la Turquie ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n^{os} 1103 à 1106, adoptées par le Conseil le 30 novembre 2004. Leurs contributions sont exigibles depuis le 1^{er} janvier 2005.

- 1) Le Nigéria, le Cambodge, le Zimbabwe, le Kazakhstan et le Rwanda ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n^{os} 1066 à 1070, adoptées par le Conseil le 2 décembre 2002.
- 2) La Mauritanie, la Nouvelle-Zélande et la République de Moldova ont été admises en tant que Membres en vertu des résolutions n^{os} 1080, 1081 et 1082, adoptées par le Conseil le 13 juin 2003. Leurs contributions pour 2003 ont été calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation, soit juin 2003.
- 3) Malte a été admise en qualité de Membre en vertu de la résolution n^o 1085 adoptée par le Conseil le 18 novembre 2003.
- 4) La Jamahiriya arabe libyenne, le Niger et l'Afghanistan ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n^{os} 1098 à 1100, adoptées par le Conseil le 4 juin 2004. Leurs contributions pour 2004 sont calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation, soit juin 2004.

Appendice 2

PROGRAMME ADMINISTRATIF**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE
31 DECEMBRE 2004**

Etats Membres	2003	2002	Années précédentes	Total	2004	Total général
Albanie*	14 393	14 305	5 222	33 920	14 643	48 563
Angola					2 168	2 168
Argentine ¹	469 226	467 780	2 029 874	2 966 880		2 966 880
Arménie ¹	14 393	14 305	82 483	111 181	14 643	125 824
Azerbaïdjan					633	633
Belize					14 641	14 641
Bénin					14 643	14 643
Bolivie ¹	14 393	12 122	368 443	394 958	14 643	409 601
Burkina Faso					10 944	10 944
Cap-Vert*	14 393	14 305		28 698	14 643	43 341
Colombie	29 547			29 547	82 001	111 548
Congo					14 418	14 418
Costa Rica	517			517	14 643	15 160
Côte d'Ivoire	13			13	14 643	14 656
Rép. dém. du Congo*	14 393	14 305	10 160	38 858	14 643	53 501
République dominicaine*²		14 305	590 069	604 374	14 643	619 017
Egypte					33 313	33 313
Gambie*	14 393	14 305	10 160	38 858	14 643	53 501
Géorgie*	14 393	14 305	10 160	38 858	14 643	53 501
Guinée*	14 393	14 305	27 497	56 195	14 643	70 838
Guinée-Bissau*	14 393	14 305	51 862	80 560	14 643	95 203
Honduras					8 247	8 247
Iran (République islamique d')	95 716	102 640		198 356	657	199 013
Israël					169 127	169 127
Kazakhstan					2 026	2 026
Kenya					782	782
Kirghizistan*	14 393	14 305	17 828	46 526	14 643	61 169
Libéria*	14 393	14 305	152 642	181 340	14 643	195 983
Jamahiriya arabe libyenne					15 828	15 828
Madagascar	1 350			1 350	14 643	15 993
Mali	209			209	14 643	14 852
Mauritanie	7 965			7 965	14 643	22 608
Maroc					9 119	9 119
Nicaragua ¹	14 393	14 305	88 789	117 487		117 487
Niger					8 442	8 442
Nigéria	22 670			22 670	27 822	50 492
Norvège					263 209	263 209
Pakistan					4 705	4 705
Panama	375			375	14 643	15 018
Paraguay					2 358	2 358
Pérou	48 218	37 946		86 164	48 322	134 486
Philippines					23 933	23 933
République de Corée					539 777	539 777
Rwanda	14 393			14 393	14 643	29 036
Sénégal					103	103
Serbie-et-Monténégro					14 643	14 643
Sierra Leone*	14 393	14 305	10 160	38 858	14 643	53 501

PROGRAMME ADMINISTRATIF

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004 (suite)

Etats Membres	2003	2002	Années précédentes	Total	2004	Total général
Sri Lanka					250	250
Soudan	1 212			1 212	14 643	15 855
Tadjikistan*	14 393	14 305	1 727	30 425	14 643	45 068
Thaïlande					21 896	21 896
Ouganda*	14 393	14 305	155 838	184 536	14 643	199 179
Ukraine					7 875	7 875
République-Unie de Tanzanie					3 959	3 959
Uruguay*	33 105	30 399		63 504	32 581	96 085
Venezuela					84 930	84 930
Yémen	3 819			3 819	14 643	18 462
Zambie*²	14 393	14 305	242 048	270 746	14 643	285 389
Zimbabwe					230	230
Total CHF	958 623	879 767	3 854 962	5 693 352	1 829 657	7 523 009
Total USD	848 339	778 555	3 411 471	5 038 365	1 619 165	6 657 530

Au 31 décembre 2004:

Note 1: Etat Membre ayant conclu un plan de remboursement (nombre total: 4).

Note 2: Etat Membre ayant entrepris de négocier un plan de remboursement (nombre total: 2) et tombant encore sous le coup de l'Article 4.

* Etat Membre tombant sous le coup de l'Article 4 de la Constitution (nombre total: 15).

Remarque – Provision pour créances douteuses: Conformément à la politique de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les créances douteuses datant de plus d'un an. Une somme de 5.693.352 CHF a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées pour 2003 et les années précédentes.

	<u>CHF</u>	<u>USD</u>
Provision au 1 ^{er} janvier 2004	5 499 054	4 399 243
Ajout: contributions assignées restant dues pour l'année précédente au 1 ^{er} janvier	2 332 981	2 221 838
Déduction: paiements reçus en 2004 au titre des contributions assignées restant dues	(2 138 683)	(2 051 401)
Augmentation de la provision due à la défaillance de certains Etats Membres	194 298	170 437
Fluctuation du taux de change		468 685
Provision au 31 décembre 2004	5 693 352	5 038 365

**PROGRAMMES D'OPERATIONS - ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES PAR SERVICE ET PAR REGION
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004 (EN DOLLARS DES ETATS-UNIS)**

	RECETTES			DEPENSES				REPORT DE RECETTES			
	REPORTS DE 2003 (note a)	NOUVELLES RECETTES 2004	ALLOCATION DE FONDS SANS AFFECTATION SPECIALE	TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	OPERATIONS DIRECTES	PERSONNEL ET ADMINISTRATION	FRAIS GENERAUX	TOTAL DES DEPENSES	RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	RECETTES SANS AFFECTATION SPECIALE	REPORTS NETS
Par service											
Recettes sans affectation spéciale		4 233 312	(4 233 312)								
Mouvements	11 585 509	156 805 714	41 114	168 432 337	113 705 970	39 093 697	4 698 803	157 498 470	10 933 867		10 933 867
Migration et santé	4 332 148	24 107 264	351 727	28 791 139	9 353 699	12 644 711	1 460 507	23 458 917	5 332 222		5 332 222
Coopération technique en matière de migration	36 010 983	256 587 078	1 466 092	294 064 153	145 602 350	40 967 347	4 845 218	191 414 915	102 649 238		102 649 238
Retours volontaires assistés et Intégration	9 397 921	58 399 779	289 387	68 087 087	34 671 617	20 148 796	2 090 342	56 910 755	11 176 332		11 176 332
Lutte contre la traite des êtres humains	15 869 397	20 120 127	35 506	36 025 030	11 015 430	7 760 659	910 675	19 686 764	16 338 266		16 338 266
Migration de main-d'œuvre	1 084 436	6 325 446	198 024	7 607 906	4 909 164	1 339 417	138 089	6 386 670	1 221 236		1 221 236
Programmes de dédommagement (note b)	4 756 313	154 772 897		159 529 210	127 771 514	16 691 958	1 580 773	146 044 245	13 484 965		13 484 965
Appui aux programmes de caractère général	7 391 004	7 777 642	1 232 199	16 400 845	1 630 482	7 256 300	744 799	9 631 581	6 769 264		6 769 264
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	268 017	265 372	619 263	1 152 652	333 513	11 981 403	(13 481 539)	(1 166 623)	2 245 257	74 018	2 319 275
Mécanisme de l'UNSECOORD	(51 687)			(51 687)		1 049 071	(2 987 667)	(1 938 596)	1 886 909		1 886 909
TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS	90 644 041	689 394 631	0	780 038 672	448 993 739	158 933 359	0	607 927 098	170 150 647	1 960 927	172 111 574

Par région

Recettes sans affectation spéciale		4 233 312	(4 233 312)								
Afrique et Moyen-Orient	17 012 695	108 052 723	486 696	125 552 114	72 015 724	29 748 778	3 500 217	105 264 719	20 287 395		20 287 395
Amériques	18 328 946	80 601 103	555 786	99 485 835	63 907 550	10 646 063	1 264 164	75 817 777	23 668 058		23 668 058
Asie et Océanie	19 552 788	214 534 070	410 133	234 496 991	115 823 305	38 959 834	4 591 019	159 374 158	75 122 833		75 122 833
Europe	28 090 709	273 086 778	688 375	301 865 862	194 303 417	59 423 008	6 318 023	260 044 448	41 821 414		41 821 414
Activités de caractère général	7 442 573	8 621 273	1 473 059	17 536 905	2 610 230	7 125 202	795 783	10 531 215	7 005 690		7 005 690
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	268 017	265 372	619 263	1 152 652	333 513	11 981 403	(13 481 539)	(1 166 623)	2 245 257	74 018	2 319 275
Mécanisme de l'UNSECOORD	(51 687)			(51 687)		1 049 071	(2 987 667)	(1 938 596)	1 886 909		1 886 909
TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS	90 644 041	689 394 631	0	780 038 672	448 993 739	158 933 359	0	607 927 098	170 150 647	1 960 927	172 111 574

Note a: Les reliquats reportés de 2003 ont été regroupés en raison du reclassement des projets par service et par région.

Note b: Les programmes de dédommagement comprennent le Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP), le Programme relatif aux avoires des victimes de l'Holocauste (HVAP), le Programme de dédommagement pour perte de biens en Iraq et les Mécanismes de traitement des demandes de retour et de dédommagement dans le contexte palestino-israélien. Les recettes reportées au 31 décembre 2004 se décomposaient comme suit: GFLCP: 8.854.740 USD et HVAP: 4.630.225 USD. Voir l'appendice 7 pour un complément d'informations concernant les deux premiers programmes.

MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL**CREATION ET ROLE DU MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL**

La résolution n° 1076 adoptée par le Conseil le 4 décembre 2002 approuvait une augmentation du taux de la commission sur frais généraux liés aux projets qui passait ainsi de 9,5 % à 12 %. Cette augmentation prenait effet dès l'adoption de ladite résolution pour tous les projets et programmes spéciaux approuvés à partir de cette date, avec une période transitoire raisonnable pour l'application du nouveau taux de commission s'agissant des projets et programmes spéciaux en cours qui étaient soit élargis soit renouvelés. Les recettes réalisées grâce à cette augmentation sont destinées à financer les obligations financières de l'Organisation au titre de sa participation au mécanisme UNSECOORD de sécurité du personnel.

La même résolution demandait en outre au Directeur général de mettre sur pied un mécanisme chargé de surveiller de façon transparente les recettes découlant de cette augmentation de 2,5 % de la commission sur frais généraux liés aux projets, ainsi que les paiements effectués en faveur de l'UNSECOORD, et de rendre compte de cette surveillance au SCBF.

En outre, la résolution n° 1111 adoptée par le Conseil le 3 décembre 2004 approuvait l'utilisation de cette augmentation de 2,5 % de la commission sur frais généraux liés aux projets afin de couvrir les frais de participation au mécanisme UNSECOORD ou à tout mécanisme que les Nations Unies pourraient vouloir lui substituer et, dans les limites des ressources disponibles, les exigences de mise en conformité avec les normes MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel.

ETAT FINANCIER DU MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
Bilan initial en début d'exercice – somme due	(51 687)	(1 069 851)
Recettes		
Commission de 2,5 % sur frais généraux liés aux projets	2 987 668	1 962 381
Total des contributions au Fonds	2 935 981	892 530
Dépenses		
Redevance de l'UNSECOORD:		
Assurance contre les actes de malveillance	283 477	215 539
Dépenses sur le terrain	1 024 144	728 678
Redevance totale de l'UNSECOORD pour l'exercice en cours	1 307 621	944 217
Remboursement pour paiement en excédent au titre de l'exercice 2003	(258 549)	
Total des dépenses	1 049 072	944 217
Bilan de clôture reporté / (somme due) en fin d'exercice	1 886 908	(51 687)

Remarque: En accord avec la résolution n° 1111 du Conseil, s'appuyant elle-même sur le document SCBF/274, une somme de 1.120.000 USD provenant du report effectué le 31 décembre 2004 a été allouée pour couvrir les obligations des bureaux de l'OIM au titre des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) et pour soutenir financièrement en 2005 l'Unité de sécurité du personnel qui est actuellement la structure de base de l'Organisation compétente en la matière.

**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2004**

(en dollars des Etats-Unis)

ASIE ET OCEANIE

	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
Afghanistan	11 550 251		11 550 251
Australie - MFR	1 685 023	193 649	1 878 672
Bangladesh - MFR	402 899	164 213	567 112
Cambodge	1 749 485		1 749 485
Chine (y compris la région admin. spéc. de Hong Kong)	169 638		169 638
Inde	148 155		148 155
Indonésie	2 114 202		2 114 202
Iran (République islamique d')	991 619		991 619
Japon	316 835		316 835
Kazakhstan	846 000		846 000
Kirghizistan	501 005		501 005
Nauru	3 575 686		3 575 686
Pakistan - MFR	578 826	167 152	745 978
Papouasie-Nouvelle-Guinée	391 080		391 080
Philippines - CAM	1 878 462	905 175	2 783 637
République de Corée	63 863		63 863
Sri Lanka	647 554		647 554
Tadjikistan	343 562		343 562
Thaïlande - MFR	3 992 753	436 388	4 429 141
Timor-Leste	499 857		499 857
Turkménistan	240 968		240 968
Viet Nam	2 258 378		2 258 378
TOTAL ASIE ET OCEANIE	34 946 101	1 866 577	36 812 678

EUROPE

Albanie	966 007		966 007
Arménie	304 178		304 178
Autriche - MFR	2 013 436	421 627	2 435 063
Azerbaïdjan	401 644		401 644
Bélarus	220 823		220 823
Belgique - MFR	3 467 346	443 275	3 910 621
Bosnie-Herzégovine	1 143 364		1 143 364
Bulgarie	121 410		121 410
Croatie	818 863		818 863
République tchèque	223 752		223 752
Danemark	46 228		46 228
Estonie	35 738		35 738
Finlande - MFR	744 820	225 648	970 468
France	506 834		506 834
Géorgie	420 314		420 314
Allemagne	2 954 786	284 266	3 239 052
Grèce	367 427		367 427
Hongrie - MFR	677 562	181 978	859 540
Irlande	627 277		627 277
Italie - MFR	2 928 879	404 570	3 333 449
Lettonie	93 996		93 996
Lituanie	83 558		83 558
Maroc	170 285		170 285
Pays-Bas	5 379 516		5 379 516
Norvège	1 219 952		1 219 952
Pologne	343 077		343 077
Portugal	403 686		403 686
République de Moldova	629 903		629 903
Roumanie	710 033		710 033
Fédération de Russie	8 122 277		8 122 277
Serbie-et-Monténégro	1 560 759		1 560 759
Kosovo	2 150 009		2 150 009
Slovaquie	156 316		156 316
Slovénie	144 148		144 148
Espagne	262 252		262 252
Suède	1 542		1 542
Suisse - Berne	553 805		553 805
Ex-République yougoslave de Macédoine	737 515		737 515
Tunisie	271 050		271 050
Turquie	676 960		676 960
Ukraine	1 713 920		1 713 920
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3 297 464		3 297 464
TOTAL EUROPE	47 672 711	1 961 364	49 634 075

DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2004
(en dollars des Etats-Unis)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
Angola	1 764 218		1 764 218
Congo	36 696		36 696
Côte d'Ivoire	2 691 192		2 691 192
République démocratique du Congo	173 917		173 917
Egypte - MFR	1 142 824	278 759	1 421 583
Ethiopie	791 607		791 607
Gambie	31 852		31 852
Ghana	1 564 342		1 564 342
Guinée	654 119		654 119
Guinée-Bissau	516 004		516 004
Iraq	1 687 216		1 687 216
Israël	13 666		13 666
Jordanie	5 580 329		5 580 329
Kenya - MFR	6 374 310	197 580	6 571 890
Koweït	788 794		788 794
Lesotho	5 970		5 970
Libéria	619 234		619 234
Mali	135 560		135 560
Mozambique	17 571		17 571
Namibie	14 835		14 835
Nigéria	533 293		533 293
Arabie saoudite	20 765		20 765
Sénégal - MFR	992 776	279 445	1 272 221
Sierra Leone	391 726		391 726
Afrique du Sud - MFR	1 438 205	251 311	1 689 516
Soudan	1 637 779		1 637 779
République arabe syrienne	566 282		566 282
Ouganda	358 910		358 910
Emirats arabes unis	237 522		237 522
République-Unie de Tanzanie	37 902		37 902
Zambie	860 301		860 301
Zimbabwe	647 084		647 084
TOTAL AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	32 326 801	1 007 095	33 333 896

AMERIQUES

Argentine - MFR	338 833	326 241	665 074
Bolivie	19 316		19 316
Canada	65 277		65 277
Chili	298 470		298 470
Colombie	4 270 231		4 270 231
Costa Rica - MFR	1 061 139	416 561	1 477 700
République dominicaine	277 552		277 552
Equateur	1 585 502		1 585 502
El Salvador	50 355		50 355
Guatemala	705 988		705 988
Haïti	398 452		398 452
Honduras	160 620		160 620
Jamaïque	176 649		176 649
Mexique	74 369		74 369
Nicaragua	59 755		59 755
Pérou - MFR	580 282	375 701	825 106
Uruguay	161 496		161 496
Etats-Unis – Aéroport JFK	806 514		806 514
Etats-Unis – Chicago	231 850		231 850
Etats-Unis – Los Angeles	377 540		377 540
Etats-Unis – Miami	344 867		344 867
Etats-Unis – New York - MFR	1 890 142	191 725	2 081 867
Etats-Unis – Newark	243 046		243 046
Etats-Unis – Comté d'Orange	631 639		631 639
Etats-Unis – San Francisco	222 043		222 043
Etats-Unis – Washington, D.C. - MFR	1 500 909	267 970	1 768 879
Venezuela	54 946		54 946
TOTAL AMERIQUES	16 587 782	1 578 198	18 165 980

TOTAL BUREAUX EXTERIEURS

	131 533 395	6 413 234	137 946 629
--	--------------------	------------------	--------------------

TOTAL SIEGE DE GENEVE

	27 399 964	23 466 582	50 866 546
--	-------------------	-------------------	-------------------

TOTAL GENERAL

	158 933 359	29 879 816	188 813 175
--	--------------------	-------------------	--------------------

Note: L'appendice 5 résume les dépenses administratives et de personnel selon les endroits où elles sont effectuées. L'appendice 3 résume les dépenses administratives et de personnel par service et par région. La ventilation par région des dépenses administratives et de personnel telle que présentée dans l'un et l'autre appendices ne se prête pas à une comparaison, car certains projets peuvent concerner en même temps différents lieux ou régions.

FONDS DE PRET AUX REFUGIES

INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 (XII) du 12 mai 1960, permet le financement, en tout ou partie, des coûts de transport des réfugiés et des services connexes, en accordant des prêts sans intérêt à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2004, 57.340 mouvements (contre 32.569 en 2003) ont été effectués grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
Solde d'ouverture en début d'exercice, soit:		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	7 778 634	8 708 626
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	616 495	595 160
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	17 200 000	17 200 000
Solde d'ouverture en début d'exercice	25 595 129	26 503 786
Contributions au Fonds:		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	71 005 618	31 614 092
Contributions de migrants russes et ukrainiens	615 906	886 410
Remboursement des billets à ordre	20 308 744	25 269 107
Intérêts créditeurs	4 075	9 541
Recettes diverses	(35 319)	0
Total des contributions au Fonds	91 899 024	57 779 150
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique et Moyen-Orient	(50 358 216)	(27 244 528)
Amériques	(4 158 444)	(1 974 283)
Asie et Océanie	(15 492 169)	(4 899 617)
Europe	(23 516 667)	(24 559 838)
Total des transferts de fonds en faveur de projets d'opérations	(93 525 496)	(58 678 266)
Diminution de la valeur recouvrable estimative des billets à ordre	5 900 000	0
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(4 075)	(9 541)
Solde de clôture en fin d'exercice	29 864 582	25 595 129
Solde de clôture en fin d'exercice, soit:		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	6 308 046	7 778 634
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	456 536	616 495
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	23 100 000	17 200 000
Total	29 864 582	25 595 129

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)**COMPTABILITE ET EVALUATION DES BILLETS A ORDRE**

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué, au nom de l'OIM, par diverses agences bénévoles qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est remis à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le fonds de prêts et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

La méthode pratique et prudente d'évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2004 pour les prêts émis en 1998 et les années précédentes donne un taux de 68 %. Ce taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 68 % en 2004. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte du Comté d'Orange aux Etats-Unis et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

	2004	2003
	USD	USD
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	17 200 000	17 200 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	18 300 000	9 800 000
Révision de la valeur estimative des recouvrements	7 727 142	15 469 107
A déduire: recouvrements perçus durant l'exercice	<u>(20 127 142)</u>	<u>(25 269 107)</u>
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice	<u>23 100 000</u>	<u>17 200 000</u>

PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT

CREATION ET OBJET DES PROGRAMMES

Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP)

En juillet 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand pour être l'une des sept organisations partenaires de la Fondation générale chargée de dédommager financièrement les anciens travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage, et autres personnes victimes des injustices du régime nazi. L'OIM est responsable des victimes non juives vivant où que ce soit dans le monde, à l'exception de la République tchèque, de la Pologne et des républiques de l'ex-Union soviétique. Pour mener à bien cette tâche, qui consiste à porter les programmes à la connaissance des bénéficiaires potentiels, à assurer le traitement des demandes de dédommagement et à effectuer les paiements, l'OIM a créé le **Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP)**.

Les activités déployées dans le cadre du **GFLCP** peuvent se résumer comme suit:

Travail forcé et/ou exercé en situation d'esclavage: Au total, 332.000 demandes ont été reçues. 326.400 ont été traitées; 90.450 ont été approuvées et 236.950 ont été rejetées. 25.396 recours ont été formés pour la catégorie du travail forcé et/ou exercé en situation d'esclavage (17.956 émanant de détenus militaires italiens et 7.440 d'autres travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage). Sur l'ensemble, 3.123 ont été tranchés: 291 dans un sens positif et 2.832 dans un sens négatif.

Préjudices corporels: Au total, 41.830 demandes ont été reçues, dont 40.538 ont été tranchées. 2.882 recours ont été formés contre les décisions négatives communiquées aux demandeurs de la catégorie des victimes de préjudices corporels, dont 1199 ont été tranchés: 276 dans un sens positif et 923 dans un sens négatif.

Pertes de biens: Au total, 35.050 demandes ont été reçues. Toutes ont été traitées: 10.501 ont été approuvées et 24.549 ont été rejetées. 8.081 demandes de réexamen de la première décision ont été reçues, dont 4.260 ont été tranchées: 99 dans un sens positif et 4.161 dans un sens négatif.

ETAT DES FONDS DU GFLCP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
Solde d'ouverture en début d'exercice	4 081 143	3 925 120
Contributions au Fonds:		
Contributions de la Fondation allemande	124 267 033	93 245 704
Autres recettes diverses	261 247	377 334
Contributions totales au Fonds	<u>124 528 280</u>	<u>93 623 038</u>
Dépenses:		
Dépenses administratives	13 998 050	13 497 227
Indemnités versées	99 363 459	77 172 429
Coûts de fonctionnement des programmes humanitaires et sociaux	6 393 174	2 797 359
Total des dépenses	<u>119 754 683</u>	<u>93 467 015</u>
Solde de clôture en fin d'exercice	<u>8 854 740</u>	<u>4 081 143</u>

PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT (suite)**Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP)**

En décembre 2000, l'OIM a également été désignée comme l'une des organisations de mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du Contentieux entre les victimes de l'Holocauste et les banques suisses, suite à la décision prise par un tribunal des Etats-Unis. Afin de dédommager les membres non juifs des groupes minoritaires persécutés par le régime nazi ainsi que les travailleurs réduits en esclavage au sein d'entreprises suisses sous le régime nazi, l'OIM a mis sur pied le **Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP)**.

Les activités et les dépenses relatives au Programme **HVAP** peuvent se résumer comme suit:

Classe I du travail forcé et/ou obligatoire – 33.110 demandes reçues; **Classe II du travail forcé et/ou obligatoire** – 15.054 demandes reçues; et **Classe des réfugiés** – 1.070 demandes reçues. Au total, plus de 49.000 demandes ont été enregistrées, dont 31.584 ont été traitées et 12.592 ont donné lieu au paiement d'indemnités.

ETAT DES FONDS DU HVAP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
Solde d'ouverture en début d'exercice	675 170	2 703 208
Contributions au Fonds:		
Contributions des banques suisses	29 750 207	11 682 423
Contributions diverses	49 921	8 706
Total des contributions au Fonds	29 800 128	11 691 129
Dépenses:		
Dépenses administratives	4 661 696	4 094 752
Indemnités versées	11 250 325	2 699 525
Coûts de fonctionnement des Programmes humanitaires et sociaux	9 933 052	6 924 890
Total des dépenses	25 845 073	13 719 167
Solde de clôture en fin d'exercice	4 630 225	675 170

Remarque: Les soldes de clôture de ces deux programmes, qui totalisent 13.484.965 USD, sont compris dans le total du bilan de clôture des recettes à affectation spéciale reportées dans le cadre des programmes d'opérations.

FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS

ETABLISSEMENT ET OBJET D'UN FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS (RRT)

Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, un fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

Il sera fait appel à ce fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, et ce au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	3 021 290	2 310 801
<u>Contributions au Fonds:</u>		
Gouvernement du Danemark		350 302
Gouvernement de la Finlande	182 927	440 000
Gouvernement de l'Italie	76 336	102 623
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique		
Intérêts créditeurs	38 789	17 866
Total des contributions au Fonds	298 052	910 791
<u>Transferts du Fonds à divers projets:</u>		
Retours transfrontières entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine	(160 040)	
Rapatriements volontaires de Bosnie en Serbie-et-Monténégro	(12 750)	
Rapatriements volontaires de Libériens du Ghana, du Nigéria et du Bénin	(800 000)	
Retour de migrants sans ressources du Sahara occidental en Inde et au Bangladesh	(72 202)	
Aide d'urgence à l'Iraq		(2 000 000)
Rapatriement en Angola/Zambie		(90 000)
Aide aux mouvements – Angola		(47 600)
Opération de retour – Namibie		(110 302)
Total des transferts du Fonds à divers projets	(1 044 992)	(2 247 902)
<u>Remboursement des projets au Fonds:</u>		
Aide d'urgence à l'Iraq		2 000 000
Aide au transport – Mozambique		47 600
Total des remboursements de projets au Fonds:	-	2 047 600
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	2 274 350	3 021 290
Transferts nets restant dus en fin d'exercice	1 044 992	200 302

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

Le Fonds fiduciaire FONAPAZ relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	2004	2003
	USD	USD
RECETTES		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP	254 785	
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	129 941	2 122 394
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	277 440	3 655 422
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 676 479	1 270 238
Programmes techniques – exécutif I - PTV	2 981 842	1 534 293
Programmes techniques – exécutif II - PTP	8 627 681	9 532 768
Autres projets – DCH		19
Assistance - ASISTENCIA		667
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM	(237 179)	124 533
Programmes techniques – exécutif III – PTR		(39 671)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	3 068 478	3 729 692
Supervision – SUPERVISION	247 759	
TOTAL DES RECETTES	17 027 226	21 930 355
DEPENSES		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP		159 599
PROSABIE	104 830	
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	346 496	613 423
Projets de réhabilitation – PRODIC REHABILITACION		(13 631)
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	797 023	3 113 060
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 484 597	1 540 307
Programmes techniques – exécutif I – PTV	1 725 617	136 609
Programmes techniques – exécutif II – PTP	1 928 521	9 186 573
Autres projets – DCH		3 584
Assistance – ASISTENCIA		3 735
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM	(5 423)	84 858
Programmes techniques – exécutif III – PTR		(26 376)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	4 899 580	1 530 920
Supervision - SUPERVISION	252 857	358 794
Réévaluation du taux de change du solde reporté	27 503	(332 068)
TOTAL DES DEPENSES	11 561 601	16 359 386
Recettes excédentaires pour l'exercice	5 465 625	5 570 969
Dépenses en début d'exercice	(932 716)	(6 503 685)
Recettes/ (Dépenses) reportées en fin d'exercice	4 532 909	(932 716)

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ (suite)

ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	25 179 854	17 494 693
Sommes à recevoir	342 278	214 195
TOTAL DE L'ACTIF	25 522 132	17 708 888
PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	20 989 223	18 641 604
Dépenses reportées en fin d'exercice	4 532 909	(932 716)
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	25 522 132	17 708 888

Remarque générale:

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son règlement financier.

Politiques comptables

Les états financiers ont été établis sur la base comptable du rééchelonnement des dépenses. En conséquence, les recettes sont reconnues comme telles non pas lorsqu'elles sont acquises, mais uniquement lorsqu'elles sont reçues, tandis que les dépenses sont reconnues lorsqu'elles ont été effectuées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les recettes et les dépenses du Fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars des Etats-Unis, après conversion au taux de 7,80 selon le taux du 31 décembre 2004 (contre 8,03 au 31 décembre 2003).

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS
EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	Contributions sans affectation spéciale USD	Contributions à affectation spéciale			Total USD
		Remboursable*	Autres	Total	
	USD	USD	USD	USD	USD
ETATS MEMBRES					
Argentine			316 696	316 696	316 696
Australie		3 888 211	28 883 125	32 771 336	32 771 336
Autriche	198 555	118 901	183 352	302 253	500 808
Belgique	843 718		6 269 591	6 269 591	7 113 309
Canada		9 377 310	1 307 956	10 685 266	10 685 266
Chili			778 786	778 786	778 786
Colombie			4 054 259	4 054 259	4 054 259
Costa Rica			5 024	5 024	5 024
Croatie			72 560	72 560	72 560
République tchèque			520 830	520 830	520 830
Danemark		812 072	3 595 753	4 407 825	4 407 825
El Salvador			68 923	68 923	68 923
Finlande		493 045	3 139 533	3 632 578	3 632 578
France			71 214	71 214	71 214
Allemagne			11 476 174	11 476 174	11 476 174
Grèce			644 562	644 562	644 562
Guatemala			4 132 412	4 132 412	4 132 412
Guinée-Bissau			469 926	469 926	469 926
Honduras			1 025 122	1 025 122	1 025 122
Hongrie		117 616	72 409	190 025	190 025
Irlande		39 888	825 828	865 716	865 716
Italie			15 760 800	15 760 800	15 760 800
Japon			2 268 680	2 268 680	2 268 680
Luxembourg	74 530				74 530
Mexique			81 038	81 038	81 038
Pays-Bas		557 379	16 819 018	17 376 397	17 376 397
Nouvelle-Zélande			985 836	985 836	985 836
Norvège		1 134 968	5 573 904	6 708 872	6 708 872
Pérou			18 293 005	18 293 005	18 293 005
Pologne			28 236	28 236	28 236
Portugal			985 343	985 343	985 343
République de Corée			116 144	116 144	116 144
Slovaquie			149 110	149 110	149 110
Slovénie			48 071	48 071	48 071
Afrique du Sud			596 425	596 425	596 425
Suède		1 438 911	8 414 232	9 853 143	9 853 143
Suisse	320 000	251 689	3 456 268	3 707 957	4 027 957
Thaïlande			10 000	10 000	10 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			9 975 461	9 975 461	9 975 461
Etats-Unis d'Amérique	1 600 000		187 728 884	187 728 884	189 328 884
Uruguay			291 619	291 619	291 619
Total - Etats Membres	3 036 803	18 229 990	339 496 109	357 726 099	360 762 902
ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES					
Etats non membres			1 827 423	1 827 423	1 827 423
Union européenne			26 863 207	26 863 207	26 863 207
Institutions des Nations Unies			40 791 879	40 791 879	40 791 879
Agences bénévoles et autres		564 737	214 442 015	215 006 752	215 006 752
Intérêts créditeurs, change et revenus divers	1 196 509		2 714 343	2 714 343	3 910 852
Total - Etats non membres, agences et autres	1 196 509	564 737	286 638 867	287 203 604	288 400 113
Remboursement de billets à ordre			20 308 744	20 308 744	20 308 744
Réfugiés, migrants et répondants			19 922 872	19 922 872	19 922 872
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	4 233 312	18 794 727	666 366 592	685 161 319	689 394 631

* Remboursements ou prépaiements par des Etats Membres, des Etats non membres, des institutions des Nations Unies et autres agences essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Voir l'appendice 11 (anglais seulement) pour la liste des contributions volontaires par donateur et par programme.

Appendice 11

(anglais seulement)

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
ETATS MEMBRES		
ARGENTINE		
Assistance to Small Producers in the Province of Río Negro - Argentina		282 132
Technical Assistance for the Rural Development of Provinces in Argentina		34 564
Total - contributions à affectation spéciale		316 696
AUSTRALIE		
Processing of Australia-bound Irregular Migrants		19 194 889
Care and Voluntary Return of Irregular Migrants - Indonesia		2 308 722
Sustainable Return and Reintegration of Sri Lankan Refugees from India		2 097 900
Internally Displaced Persons Return from Central Afghanistan		1 048 950
The Enhanced Migration Management Programme - Cambodia		548 907
Jangalak Rehabilitation Project (JRP) - Afghanistan		420 108
IOM Regional Support to Assisted Voluntary Return to Iraq		400 000
Capacity-Building for Migration Management (CBMM) - Inception Phase - Iraq		400 000
Health Assessments of Australian Government Funded Cases		332 973
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		213 728
Return Assistance to Afghan Asylum Seekers currently Residing in Australia		208 033
Assisting Papua New Guinea in a Review of Migration and Border Management		204 183
Cultural Orientation for Australia-bound Migrants from East Africa		159 695
Border Management Information Systems (BMIS) Project for Indonesia		153 547
IOM Security Training/SSU and Mission Technical Enhancements		139 938
Regional Identity Management Workshop on Challenges and Opportunities for Cooperation - Bangkok		139 704
Enhancing Capacity of Immigration Officials to Combat Irregular Migration in Bangladesh		125 392
Capacity-Building in Migration Management and Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka		124 563
Australia-bound Cultural Orientation West Africa		103 545
Return and Reintegration of Trafficked Women and Children - Mekong Region		83 869
Migration Management Assessments - Timor-Leste		81 960
Cultural Orientation for Australia-bound Migrants from Egypt		75 419
IOM Assistance to the Intergovernmental Consultations on Refugees, Displaced Persons and Migrants (APC)		67 992
Immigration and Asylum Law - Draft Regulations - Timor-Leste		61 697
Australia-bound Cultural Orientation Middle East		60 707
Australia-bound Cultural Orientation South East Asia		26 348
Australia-bound Cultural Orientation South Asia		25 049
World Migration Report		24 982
Australia-bound Cultural Orientation Iran		23 838
Seconded Staff - Australian Internally Displaced Persons Protection Officers - Iraq		16 505
Overview of International Migration - Module and Trainer's Guide		9 982
Reimbursable transportation and other costs		3 888 211
Total - contributions à affectation spéciale		32 771 336
AUTRICHE	198 555	
Strengthening of Regional Structures and Continued Support for a Trafficked Victims Shelter in Belgrade		104 167
European Migration Network: Establishment and Launching of the National Contact Point in Austria		79 185
Reimbursable transportation and other costs		118 901
Total - contributions à affectation spéciale		302 253
BELGIQUE	843 718	
Centre for Return and Development		4 914 981
Staff and Office Expenses - Brussels		465 669
Enhanced Reintegration of Unaccompanied Minor Asylum Seekers Returning from Belgium to Angola		113 232
Micro-Enterprise Development in Futa Region, Guinea		113 043
Enhancing Migration Management and Combating Illegal Migration from and through Ukraine		107 240
Preventing Migration of Congolese Women in Kinshasa through Community Stabilization Activities		84 101
Voluntary Return and Reintegration Assistance for Congolese Asylum Seekers from Belgium		73 406
Prevention of Irregular Migration from Romania to Belgium		71 936
Cooperation on Chechen Illegal Migration		71 304
Voluntary Return and long-term Reintegration of Angolan Asylum seekers from Belgium		61 562
Information Campaign for Combating Irregular Migration from the Russian Federation to Belgium (Phase II)		44 318
Return and Reintegration of Unaccompanied Minor Asylum Seekers from Belgium		43 532
Return Assistance to Child Victims of Trafficking along the Border between Côte d'Ivoire and Mali		35 206
The Development of Strategies for Involving Women in Conflict Prevention in the Great Lakes		26 701
Compilation of Information on Return to Victims of Trafficking including Minors from Belgium		22 969
Study Tour of the Belgian Senate to Ukraine, Republic of Moldova and Romania		9 939
IOM Assistance to the Intergovernmental Consultations on Refugees, Displaced Persons and Migrants (APC)		5 852
Technical Cooperation for Preventing Irregular Migration from the Democratic Republic of the Congo to Belgium		4 599
Total - contributions à affectation spéciale		6 269 591

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
CANADA		
Canadian Orientation Abroad		582 402
Prevention and Assistance to Minors, Victims of Armed Conflict in Colombia		227 269
Palestinian Israeli Claims Mechanisms (PICM)		136 654
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		73 000
Rehabilitation of the National Water System - Haiti		61 475
Baseline Study to Assess the Relationship between HIV/AIDS Resettlement Programmes in Ethiopia		59 544
Emergency Response to Aceh's Tsunami Disaster		51 777
Public Information on the Risks of Trafficking in the Dominican Republic		50 796
Quebec Promotion/Recruitment Campaign		31 430
Pre-Departure Malaria Protocol		15 451
Expert Seminar for Canadian Law Enforcement on Trafficking in Persons		13 717
Development of NGO Capacity to Provide Assistance to Victims of Trafficking in Kyrgyzstan		4 441
Reimbursable transportation and other costs		9 377 310
Total - contributions à affectation spéciale		10 685 266
CHILI		
Technical Cooperation Among Developing Countries		567 894
Towards a Migratory Policy in Chile		154 446
Risk and Vulnerability Factors - HIV/AIDS - Immigrant Population Chile		31 446
Technical Cooperation Project in the Area of Migration (PLACMI)		25 000
Total - contributions à affectation spéciale		778 786
COLOMBIE		
Emergency and Reintegration Assistance to Internally Displaced Persons in Colombia		4 019 259
Technical Cooperation Among Developing Countries		35 000
Total - contributions à affectation spéciale		4 054 259
COSTA RICA		
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		5 024
Total - contributions à affectation spéciale		5 024
CROATIE		
Research and Capacity-Building on HIV/AIDS and Croatian Migrant Workers		72 560
Total - contributions à affectation spéciale		72 560
REPUBLIQUE TCHEQUE		
Assisted Voluntary Returns in the Czech Republic		143 599
Selection of Qualified Workers - Leaflets		74 649
Support to Migration Management in the Republic of Moldova (SMMM)		70 793
Selection of Qualified Workers - Information Campaign		64 253
Reintegration of Rejected Asylum Seekers and Illegal Migrants Returning Voluntarily to Georgia		54 913
Research on the Migration and Settlement of the Members of Roma Community from Slovakia to Czech Republic		42 764
Pilot Project for Foreigners and Support to Organizations of Foreigners on the Territory of the Czech Republic		37 674
Monitoring in the Socially Excluded Roma Localities of Slovakia		32 185
Total - contributions à affectation spéciale		520 830
DANEMARK		
Voluntary Return Assistance from Denmark		1 070 827
Addressing Causes of Conflict in Central Asia		890 542
Return of Afghans from EU Member States		854 866
A Strategic Partnership Programme for Central Asia between IOM and FRESTA		714 878
Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative (MARRI) - Running Costs		36 434
Migration, Asylum and Refugees Regional Initiative		28 206
Reimbursable transportation and other costs		812 072
Total - contributions à affectation spéciale		4 407 825
EL SALVADOR		
Technical Cooperation Among Developing Countries		46 000
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		22 923
Total - contributions à affectation spéciale		68 923

Appendice 11

(anglais seulement)

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
FINLANDE		
Prevention and Capacity-Building Activities in Kosovo the Balkans		1 272 265
Prevention of Trafficking in Cambodia		655 431
Transportation and Logistics Assistance on the Internal Movement of Refugees within Angola		397 878
Internally Displaced Persons Return from Central Afghanistan		243 902
Preparatory Action for Internally Displaced Persons Return in South Sudan		182 927
Staff and Office Costs - Helsinki Office		112 557
Cultural Orientation Programme for Finland-bound Refugees		100 587
Facilitated Transit Scheme between the Russian Federation and Lithuania		86 597
Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers from Finland		42 663
Assistance to Victims and Social Workers - Nordic and Baltic States		42 417
Children First - Training Programme for Officials - Finland		2 310
Reimbursable transportation and other costs		493 045
Total - contributions à affectation spéciale		3 632 578
FRANCE		
Health and Rehabilitation Project in Iraq		49 751
European Network for Cooperation and Exchanges on Social Exclusion and Health Issues for Migrants		18 727
Trafficking in Unaccompanied Minors in the European Union - Research and European Conference		2 736
Total - contributions à affectation spéciale		71 214
ALLEMAGNE		
Reintegration and Emigration of Asylum Seekers from Germany (REAG/GARP)	10 172 741	
Voluntary Relocation of Internally Displaced Persons West Darfur - Sudan	481 348	
Associate Experts	402 427	
Assistance Programme for Occupational Reintegration - Kosovo (Serbia and Montenegro)	98 382	
Info Campaign / REAG-GARP	97 549	
REAG Counselling in Bavaria	61 021	
Look and See Visits to Afghanistan	39 022	
Capacity-Building in Migration Management Programme - Azerbaijan	36 274	
Technical Assistance for AK-Tilek Checkpoint - Kyrgystan	32 772	
Technical Assistance for Tschaldavar Checkpoint - Kyrgystan	30 965	
Seminar on Counter-Trafficking - Germany	15 267	
Integrated Experts Programme (GAPPO)	8 406	
Total - contributions à affectation spéciale	11 476 174	
GRECE		
Post-Information Centre for Migrants, Refugees and Repatriates - Greece		227 031
Assistance to Victims of Trafficking into Greece		161 252
Path to Progress - Athens		138 676
Establishment of the Network in Fighting Human Trafficking into the EU		36 101
Assisted Voluntary Return Programme for Victims of Trafficking - Greece		28 610
Information Centre in Greece for Support Activities		27 127
Pilot Assisted Voluntary Return Project ex Greece		25 765
Total - contributions à affectation spéciale		644 562
GUATEMALA		
Port Infrastructure in the Port of Champerico - Guatemala		2 377 099
Diagnostic and Feasibility Study for Sanitary Infrastructure in Poptun, Peten - Guatemala		746 109
Programme for the Transition to Civilian Life of Demobilized Military Personnel		459 184
IOM Guatemala Multilateral Cooperation with Institutions		262 980
FONAPAZ Project		227 590
Impact of Family Remittances in Guatemalan Homes and Communities		59 450
Total - contributions à affectation spéciale		4 132 412
GUINEE-BISSAU		
Financial and Procurement Unit for the Programme of ex-Combatants (funded by the World Bank)		469 926
Total - contributions à affectation spéciale		469 926
HONDURAS		
Integral Project for the Modernization of the Passport Issuance Process by the Republic of Honduras		1 025 122
Total - contributions à affectation spéciale		1 025 122

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
HONGRIE		
Staff and Office Expenses - Budapest		72 409
Reimbursable transportation and other costs		117 616
Total - contributions à affectation spéciale		190 025
IRLANDE		
Assisted Voluntary Return Programme - Ireland		499 480
Assisted Voluntary Return Programme for non-EEU Parents with Irish Born Children		179 929
Study for Irish Economic and Social Council		63 497
Assisted Voluntary Return Programme for Unaccompanied Minors Living in Ireland - Pilot Project		47 120
Internally Displaced Persons Return and Reintegration in Sudan		35 802
Reimbursable transportation and other costs		39 888
Total - contributions à affectation spéciale		865 716
ITALIE		
Demobilization and Reintegration of Former Combatants in West Afghanistan		3 978 780
System Actions to Support Social Integration for Migrant Workers in Italy (SASI)		3 064 393
Support Programme for ex-Combatant Children in Colombia		1 976 607
Rural Development and Prevention of Migration in the Governorate of Khenchela, Algeria		928 382
Integrated Migration Information System (IMIS) - Egypt		854 120
The Migrant's Image in Italy through Media, Civil Society and the Labour Market - Phase II		845 804
Institutional Support to the Activities of the Central Service (ISA) - Italy		763 435
Institutional Support to the Voluntary Return Measures of the National Asylum Programme		641 363
Measures to Counteract Trafficking in Human Beings from/via the Balkans and the Adriatic Regions		381 679
Pilot Programme for the Promotion of Development of Emigration Zones in Tunisia (PROCHE)		331 899
Assisted Voluntary Return and Reintegration of Victims of Trafficking ex Italy		279 419
Rural Development and Prevention of Migration in Souk Ahras, Algeria		244 340
Repatriation of non-EU Citizens from Italy		191 082
Psychosocial and Trauma Response in the West Bank and Gaza Strip		190 840
Partnership in EU/EQUAL (Integration of Asylum Seekers) promoted by ANCI		187 478
Western Mediterranean Action Plan		170 432
Selective Migration Flows from Albania		130 778
Humanitarian Assistance to Italian Citizens of the Region of Molise Living in Argentina		107 767
HIV/AIDS National Capacity-Building in the Balkans		101 569
Migration Dialogue in the Western Mediterranean		76 336
Migratory Flows from Sri Lanka to Italy - Personal Care Sector		70 259
National Strategy on Migration: Development of a Migration Management System in Albania		63 610
Psychosocial Dialogue Contribution in Mediterranean Countries		53 436
The Migration for Development in Africa Pilot Project		48 346
World Migration Report		38 168
Associate Experts		24 618
Italian Humanitarian Emergency Account		12 723
MIGRIMPRESA - Italy		3 138
Total - contributions à affectation spéciale		15 760 800
JAPON		
Internally Displaced Persons Assistance in Darfur, Sudan		2 000 000
Associate Experts		164 602
Resettlement of Vietnamese to Japan		90 000
Symposium on "Cross-border Movement of Persons		34 522
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		10 000
HIV/AIDS and Cross Border Farm Migration: Baseline Assessment - Zimbabwe		3 537
General Health Assessment (GHA) of Demobilized Soldiers in Cambodia (Return of Funds)		(33 981)
Total - contributions à affectation spéciale		2 268 680
LUXEMBOURG	74 530	
MEXIQUE		
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		42 324
Statistical Information System on Migration in Central America - SIEMCA		38 714
Total - contributions à affectation spéciale		81 038

Appendice 11

(anglais seulement)

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
PAYS-BAS		
Return of Asylum Seekers from the Netherlands (REAN)		11 702 056
Trafficking in Human Beings through Educational Activities and Capacity-Building of Schools - Albania		648 062
Assistance to ex-Combatant Youngsters - Colombia		560 832
Return and Reintegration of Angolan Asylum Seekers from the Netherlands		489 555
Associate Experts		444 039
KPC (Kosovo Protection Corps) Trust Fund		424 403
Strengthening the Indonesian National Police Force through Institution Building		395 783
Programme for Prevention Assistance and Reintegration of Smuggling Victims in Colombia - Phase II		373 281
Randstad Return Initiative		257 059
Information Dissemination for the Prevention of Trafficking in Human Beings in Georgia (2004-2006)		150 000
Programme for Prevention, Assistance and Reintegration of Trafficking Victims in Colombia		142 605
Demobilization, Transition and Reintegration Programme - Guinea-Bissau		138 426
Return Migration and Health II - the Netherlands		137 905
Expanding and Consolidating Reintegration Assistance to Former Albanian Victims of Trafficking - Albania		136 612
Return and Reintegration of Afghan Asylum Seekers from the Netherlands		129 397
Transitional Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		121 803
Reintegration Fund for Returning Iraqis		109 756
Trafficking in Women through Awareness Raising and Institutional Capacity-Building - Albania		98 716
Reintegration Assistance to Separated Ministry of Defence Personnel in the Republic of Croatia		63 613
Pilot Project: Polish Nurses in the Netherlands; Development of Competencies		61 753
Research Priority on HIV/AIDS, Population Mobility and Migration - South Africa		48 576
Reintegration Assistance to Albanian Victims of Trafficking through a National Reintegration Support Network		41 349
Research of Return from the Netherlands to Angola		30 725
Return Migration and Health - the Netherlands		25 283
Information Dissemination for the Prevention of Trafficking in Human Beings in Georgia		22 646
Return and Reintegration of Asylum Seekers from Central and Eastern Europe Residing in the Netherlands		22 528
Voluntary Return of Stranded Armenians		15 361
Study on Return Migration Policies in Europe		14 632
Prevention of Illegal Labour Migration - Lithuania		13 390
Creation of the Unified Database for Social Assistance on Counter-Trafficking in Lithuania		11 301
Awareness Raising on Trafficking in Human Being for Secondary School Students - Slovakia		4 436
IOM Pilot Project: MIDA Ghana - the Netherlands		3 882
Counter-Trafficking in Turkmenistan		3 518
Trafficking: Training Workshops - Turkey		3 447
Return of Unaccompanied Minors to the Democratic Republic of the Congo		1 458
Prevention of Trafficking in Women in Lithuania: Interactive Consultations via Internet and Telephone		1 449
Reintegration of Returnees from the Netherlands who have completed Vocational Training (Return of Funds)		(30 618)
Reimbursable transportation and other costs		557 379
Total - contributions à affectation spéciale		17 376 397
NOUVELLE-ZELANDE		
Movements to New Zealand		558 594
Combating Human Trafficking through Law Enforcement in Indonesia - Phase II		213 584
Pilot Programme in Indonesia to Combat the Trafficking of Human Beings through Law Enforcement		195 087
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		18 571
Total - contributions à affectation spéciale		985 836
NORVEGE		
Assistance to the Voluntary Return of Unsuccessful Asylum Seekers from Norway		2 392 724
Reintegration Assistance to Separated Ministry of Defence Personnel in the Republic of Croatia		1 050 952
Transportation and Logistics Assistance on the Internal Movement of Refugees within Angola		482 189
Transitional Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		403 437
National Mental Health Programme - Cambodia		384 541
Southern African Counter-Trafficking Assistance Programme		321 373
Cultural Orientation Programme for Norway-bound Refugees		320 803
Cooperation with Stability Pact Office in Visa Policy, Migration and Refugees Return in South-Eastern Europe		289 687
Setting up of a Regional Mechanism to Support Negotiations with Source, Transit and Destination Countries		69 461
Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative (MARRI) - Running Costs		53 861
Workshops for the Development of Counter-Trafficking Initiatives in Bangladesh		33 228
Prevention of Trafficking in Human Beings in Romania		29 467
Development of Roma Communities in Regions of East Slovakia		15 984
Review of the Pilot Project Titled "Programme to Combat Child Trafficking" in Bangladesh		8 000
EU Election Observation Mission to the General and Presidential Election in Indonesia 2004		4 353
Registration and Socio-economic Reintegration of Former KLA Soldiers (ICRS) - Kosovo (Serbia and Montenegro)		2 607
Elderly Persons Return to Bosnia and Herzegovina from the Nordic Countries (Return of Funds)		(288 764)
Reimbursable transportation and other costs		1 134 968
Total - contributions à affectation spéciale		6 708 872

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
PEROU		
Technical Support to Lima's Town Hall Work Execution Services		14 129 197
Strengthening the Management System of Lima's Town Hall		2 015 363
Strengthening the Public Ministry - Peru		1 445 592
Programme to Reorganize and Modernize the Public Ministry		702 853
Total - contributions à affectation spéciale		18 293 005
POLOGNE		
Assisted Voluntary Return (AVR) and Reintegration of Unsuccessful Asylum Seekers from Poland		28 236
Total - contributions à affectation spéciale		28 236
PORTUGAL		
Capacity-Building for the Ministry of Displacement and Migration - Iraq		609 756
Sowing to Collect - Lisbon		145 897
Programme for Voluntary Return ex Portugal		126 097
"Parity-Citizenship" - Lisbon		39 590
Migration and Development - Lisbon		34 691
Integrated Voluntary Return - Guinea-Bissau		19 939
"In each Face Equality"		9 373
Total - contributions à affectation spéciale		985 343
REPUBLIQUE DE COREE		
Expert Group Meeting on Protecting Victims of International Trafficking		116 144
Total - contributions à affectation spéciale		116 144
SLOVAQUIE		
Voluntary Return ex Bratislava		136 329
Research on the Migration and Settlement of the Members of the Roma Community from Slovakia to Czech Republic		8 988
Monitoring the Socially Excluded Roma Localities in Slovakia		3 793
Total - contributions à affectation spéciale		149 110
SLOVENIE		
Transitional Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		26 525
Awareness Raising on the Integration of Migrants and Refugees into the Slovene Society		11 552
Voluntary Return of Irregular Migrants - Slovenia		9 994
Total - contributions à affectation spéciale		48 071
AFRIQUE DU SUD		
Partnership on HIV/AIDS and Mobile Populations in Southern Africa (PHAMSA)		447 761
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza - Angola		74 122
Migration Dialogue for Southern Africa (MIDSA)		52 296
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		14 843
Southern African Counter-Trafficking Assistance Programme		7 403
Total - contributions à affectation spéciale		596 425
SUEDE		
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		1 791 910
High Impact Awareness Raising on HIV/AIDS in Angola		935 652
Combating Trafficking in Women: Belarus - Prosecution and Criminalization		709 025
Associate Experts		695 287
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza - Angola		645 047
Counter-Trafficking Information for Youth in the Baltics		604 060
Transportation and Logistics Assistance on the Internal Movement of Refugees within Angola		587 252
Swedish Medical Teams for Kosovo (Serbia and Montenegro) and Bosnia and Herzegovina		454 826
Combating Trafficking in Women: Ukraine		408 894
Establishment of EU Compatible Migration and Visa Matters - CARDS - Western Balkans		350 714
Prevention of Trafficking in Women in the Baltic States - Training for Police Officials and Social Workers		249 709
Combating Trafficking in Persons in Tajikistan: Educational Prevention		138 706
Legal Assistance for Migrants in Kazakhstan and Central Asia		135 538
Combating Trafficking in Persons in Central Asia		134 717
Community Strengthening Programme for the Protection of Ethnical Groups' Property in Colombia		134 650
Assistance to Victims of Trafficking in Human Beings in Kyrgyzstan		132 945
Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative (MARRI) - Running Costs		99 414
Voluntary Return Assistance from Sweden		95 186
HIV/AIDS Prevention Activities among Refugees in Eastern Zambia		53 378
Trafficking: Training Workshops - Turkey		31 249

Appendice 11

(anglais seulement)

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
SUEDE (suite)		
Interpreting Services to the Embassy of Sweden - Kenya		10 129
Regional Programme of Assistance for the Protection of Trafficked Women and Children in Western Balkans		7 032
The East-Central European Cross-Border Cooperation Enhancement Process (the "Söderköping Process")		3 969
Capacity-Building in Migration Management Programme - Azerbaijan		2 600
Return of Somali Nationals from Sweden to Somalia: Preparation and Appraisal		2 342
Reimbursable transportation and other costs		1 438 911
Total - contributions à affectation spéciale		9 853 143
SUISSE		
	320 000	
IOM Berne office costs		652 798
Berne Initiative		553 931
Sustainable Internally Displaced Persons Returns and Reintegration in Vulnerable Environments - Afghanistan		480 000
Voluntary Return for Vulnerable Cases to Bosnia and Herzegovina and Serbia and Montenegro		284 141
Community Owned Sustainable Water Use and Agricultural Initiatives (COSWA) - Azerbaijan		234 375
Monitoring of Reception and Vocational Training Centres for Returnees - Angola		166 800
Voluntary Return of Irregular Migrants Stranded in Bosnia and Herzegovina		150 000
Assisted Voluntary Return to Angola		128 983
EU Electoral Observation Mission to Palestine Legislative, Presidential and Municipal Elections		102 247
Assisted Voluntary Return to the Democratic Republic of the Congo		90 000
Associate Experts		86 913
IOM Security Training/SSU and Mission Technical Enhancements		80 000
Assisted Voluntary Return to Bosnia and Herzegovina and to the Kosovo Province (Serbia and Montenegro)		68 995
Reintegration Assistance Switzerland (R.A.S.)		54 754
Cooperation with Stability Pact Office in Visa Policy, Migration and Refugees Return in South Eastern Europe		54 187
Cooperation with Stability Pact Office in Enhancing Social Cohesion - Belgium		51 931
Combating Trafficking in Human Beings: Belarus - Protection and Reintegration Assistance		42 880
Regional Clearing Point for CT (Phase II), Belgrade - Serbia and Montenegro		35 088
Assisted Voluntary Return of Unsuccessful Asylum Seekers from Ukraine		33 333
Assistance to Victims of Trafficking in Ukraine		31 667
Revitalization of Shvanidzor, South Armenia - A Pilot Project on Rehabilitation of Water System		20 000
Regional Clearing Point in Belgrade		19 924
Return Information Fund (RIF)		14 766
EU Election Observation Mission to the General and Presidential Election in Indonesia 2004		8 294
Awareness Raising for the Prevention of Trafficking in Slovakia		5 149
Kosovo Information Project		2 612
Combating Trafficking in Persons in Central Asia		2 500
Reimbursable transportation and other costs		251 689
Total - contributions à affectation spéciale		3 707 957
THAILANDE		
IOM Assistance to the Intergovernmental Consultations on Refugees, Displaced Persons and Migrants (APC)		10 000
Total - contributions à affectation spéciale		10 000
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD		
Voluntary Assisted Return Programme		6 610 562
Regional Information Campaign in Poland, Slovakia, Czech Republic and Hungary		689 718
Immigration Analysis and Investigations Project (IAIP) for Indonesia		578 803
Programme for the Development and Maintenance of a Private Sector Initiative around HIV/AIDS in Lesotho		454 976
Enhanced Border Control Capacity Cambodia		321 239
Returns to Afghanistan Programme (RAP)		235 641
Capacity-Building for Protection of Vulnerable Labour Migrants in Asia		218 762
Survey on Zimbabwean Nationals in the United Kingdom and South Africa		192 425
Transitional Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		179 211
The Refugee Resettlement Programme (2)		114 708
Registration and Socio-economic Reintegration of Former KLA Soldiers (ICRS) - Kosovo (Serbia and Montenegro)		96 004
The Refugee Resettlement Programme (1)		74 878
Assisted Voluntary Return for Irregular Migrants in the United Kingdom		47 778
Capacity-Building in Programme Formulation and Management		44 012
Seminar on the Return of Trafficked Children in West Africa		33 582
Police and Judiciary Capacity-Building in Counter-Trafficking in Croatia		32 052
Capacity-Building in Counter-Trafficking - Setting Up Mobile Teams in Croatia		22 600
Raising Awareness on Safe Migration in Bangladesh through Outreach Programmes		14 035
Performance against Trafficking of Women from Armenia		8 460
International Conference in China: Maximizing the Benefits of Internal Migration for Development		3 009
Counter-Trafficking in Turkmenistan		3 006
Total - contributions à affectation spéciale		9 975 461

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	1 600 000	
US Refugee Programme - Bureau of Population, Refugees and Migration		72 476 206
Afghanistan Transition Initiative (ATI)		17 958 437
Provincial Reconstruction - Quick Impact Projects - Afghanistan		12 882 292
Assistance to Internally Displaced Persons and Receptor Communities - Colombia		11 117 450
Community Strengthening Initiatives in Northern Ecuador: Sucumbios, Carchi and Esmeraldas		10 582 705
School and Clinic Construction and Refurbishment Programme - Afghanistan		9 667 010
Registration and Survey of Iraqi Former Soldiers		4 283 166
Programme for Strengthening Peace in Colombia		4 117 665
Monitoring of Displaced Populations inside Iraq		3 403 755
Iraq - Internally Displaced Persons Assistance		3 398 299
Support Programme for Ministry of Displacement and Migration in Iraq		2 739 008
Capacity-Building to Reduce Irregular Migration and Enhance Security in East Africa		2 232 233
KPC (Kosovo Protection Corps) Training		2 167 361
Transportation and Logistics Assistance on the Internal Movement of Refugees within Angola		2 000 000
Support Programme for ex-Combatant Children - Colombia		1 704 850
Haiti Transition Initiative		1 528 797
TCN's Iraq Emergency		1 497 000
Provincial Women's Centres - Iraq		1 397 397
Assistance to Mobile Populations in Zimbabwe		1 324 776
Internally Displaced Persons Return from North and West Afghanistan		1 000 000
Border Control Kazakhstan and Central Asia		1 000 000
Modernization Passport Issuance System Belize		985 000
Activity Management for Migrant Operations - Guantanamo Bay		815 992
Assistance for Angolan Refugees Repatriation Operation for Zambia (Phase I)		800 000
Internally Displaced Persons Liberia - Return and Reinsertion Assistance		760 000
Iraq Property Claims Commission - Technical Assistance		750 150
Trafficking Victims Assistance Centres - Russian Federation		517 502
Internally Displaced Persons and Peace Grant Follow-Up - Colombia		500 000
Combating Trafficking in Persons in Central Asia		461 062
Southern African Counter-Trafficking Assistance Programme		455 000
Kosovo Transitional Initiative (KTI)		423 817
Shelter Rehabilitation and Skill Transfer for Internally Displaced Persons in Tbilisi - Georgia		399 844
Migrant Health Project - Tak and Chiang Rai, Thailand		386 637
Capacity-Building for the Prevention of Trafficking in the Caribbean		378 828
Return and Integration of Trafficked Women and Children between Selected Countries in the Mekong Region		368 000
Trafficking in Persons Initiative - Nigeria		349 700
Income Tax Reimbursement		331 486
Iraqi Property Claims Programme (IPCP)		306 941
Information Campaign to Combat Trafficking in Women and Children in Cambodia		303 452
Return Assistance for Afghan Trafficked Victims		300 000
Reintegrate Victims of Trafficking - Cambodia		280 000
Shelter and Protection for Trafficked Girls and Women in Bosnia and Herzegovina		279 977
Reintegration Support in NAD (Nangroe Aceh Darusallam) Project - Indonesia		260 527
Trafficking Information Campaign in Central America, Mexico and Dominican Republic		250 000
Return and Reintegration of 500 LRA Reporters through Information, Counselling and Referral Services (ICRS)		247 717
Associate Experts		244 660
Counter-Trafficking of Women and Children in the Caribbean		216 900
Prevention and Awareness-Raising Campaign on Trafficking in Bosnia and Herzegovina (PARC)		215 418
Shattered Dreams - Raising Awareness on People Trafficking - Thailand		210 000
IOM/UNHCR Joint Seminar in the Caribbean		160 000
Training on Counter-Trafficking for International Law Enforcement Academies (ILEA)		206 760
Psychosocial Rehabilitation and Material Support - Cambodia		201 727
Voluntary Repatriation of Angolan Refugees by Air Charter from Namibia		200 000
Assistance to the Victims of Trafficking in USA		188 268
Capacity-Building in Migration Management Programme - Armenia		186 158
Capacity-Building in Migration Management Programme - Azerbaijan		186 158
Counter-Trafficking Activities in Romania 2003		180 056
Yeji Trafficked Children - Ghana		180 000
Training for Counter-Trafficking Activities with Pilot in the Caribbean		177 378
Capacity-Building on Counter-Trafficking in Argentina		173 656
A Partnership Network to Combat and Prevent Trafficking in Persons in Bulgaria		170 000

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)		
Reintegration Programme for Kosovar Victims of Trafficking Particularly Women and Children		166 454
Protection, Return and Reintegration of Trafficked Persons in Serbia and Montenegro		159 838
Poipet Transit Centre - Cambodia		159 238
Counter-Trafficking Project in Quang Ninh - Viet Nam		155 000
Prevention and Combat of Trafficking in Persons in the Dominican Republic		150 000
Capacity-Building of Vietnam Women's Union		150 000
Counter-Trafficking Training to Migration Authorities of the Regional Conference - Central America and Mexico		150 000
Database on Migrant Unaccompanied Children - Costa Rica		150 000
Preventing Trafficking by Providing Information on Counselling Services - Ethiopia		142 242
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		141 400
Capacity-Building in Migration Management Programme - Georgia		140 000
Combating Trafficking in Women: Protection and Reintegration Assistance - Ukraine		140 000
Trafficking in Women - Belarus		140 000
Technical Cooperation Centre in Europe		131 684
Regional Conference on Protecting Migrants in Poland		120 000
Counter-Trafficking: Comprehensive Mental Health Assistance and Psychological Support - Republic of Moldova		110 000
IOM/OAS Conference on Trafficking in Persons		110 000
Counter-Trafficking Training Programme for Religious Personnel - Italy		109 836
Creation of an Anti-Trafficking Law Enforcement Unit and a Model Shelter Home - Pakistan		103 800
Counter-Trafficking Training for Afghan Consular Officials		101 852
Legal Assistance for Migrants in Kazakhstan and Central Asia		100 450
Preparatory Assistance Programme for Internally Displaced Persons Return and Reintegration - Sudan		100 015
World Migration Report		100 000
Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative (MARRI) - Running Costs		100 000
Tsunami Emergency		100 000
Public Information Campaign for the Prevention of Trafficking in Persons in Bangladesh		94 163
High School Preventive Education on Trafficking in Human Beings in Croatia		93 593
Technical Assistance for Migration Management - Bahamas		92 738
Construction and Coordination of a Shelter to Assist Irregular Migrants and Victims of Trafficking - Honduras		92 211
Amplification and Strengthening of the Best Practices on Selected Schools - Costa Rica		89 336
Counter-Trafficking Awareness Campaign targeting Young Women and Girls - Serbia and Montenegro		84 009
Assess and Build Initial Capacity for Bangladesh Government's Machine Readable Passport Programme		82 560
Second Phase of Road March to Stop Violence against Women and Children in Bangladesh		79 728
Capacity-Building in Migration Management Programme - Kyrgyzstan		76 000
Capacity-Building in Migration Management Programme - Tajikistan		70 864
Reintegration Assistance to Albanian Victims of Trafficking through a National Reintegration Support Network		70 308
Community Risk Management in Vulnerable Municipalities of Honduras		70 200
Capacity-Building in Migration Management Programme - Kazakhstan		70 000
Capacity-Building in Migration Management Programme - Ukraine		70 000
Migration Dialogue for Southern Africa (MIDSA)		70 000
Assistance to Restaveks in Haiti		70 000
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		70 000
Capacity-Building in Migration Management - Republic of Moldova		70 000
Fourth South American Conference on Migration		65 000
Capacity-Building of Law Enforcement Agencies - Pakistan		62 000
Collection and Compilation of Human Trafficking Data		60 000
Counter-Trafficking in Persons in Ukraine		59 586
Preparedness for Post-Conflict Iraq		55 671
Expansion of Border Management Information System (BMIS)		52 994
Legal Support to Voluntary Ethnic Returnees in Kyrgyzstan		49 550
Rehabilitation of Trafficked Children from the Mekong Delta Provinces		47 406
Seminar on Prosecution and Protection Best Practices - Malaysia		28 140
Combating and Preventing Trafficking in Persons - Armenia		26 999
Participatory Elections Project (PEP)		16 611
Performing Arts Against Trafficking in Persons - Romania		16 430
Mitrovica Infrastructure Rehabilitation Initiative - MIRI		11 486
Modernization of the Passport Issuance Process by Honduras		10 085
Municipal Infrastructure Support Project for Albania (MISP)		8 791
Prevention of Trafficking in Persons and Protection of Victims of Trafficking - Kazakhstan		6 388
Establishment of the ICRS/RF Information Management System in Sri Lanka		5 909
Assistance to Victims of Trafficking in Turkey		5 000
Multi Agency Model of Cooperation for Combating Trafficking in Human Beings in Bulgaria		3 372
Enhanced Training Component (ETC) - Kosovo Civil Protection Corps (KPC)		1 463
Trafficking: Training Workshops - Turkey		1 306
Total - contributions à affectation spéciale		187 728 884

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
URUGUAY		
Cooperation Agreement with the Government of Uruguay		123 040
Programme for Youngsters with Employment Problems - Uruguay		93 674
Cooperation Agreement with the University of Uruguay		74 905
Total - contributions à affectation spéciale		291 619
<u>Total partiel - Etats Membres</u>	<u>3 036 803</u>	<u>357 726 099</u>
<u>ETATS NON MEMBRES</u>		
CHINE (Y COMPRIS LA REGION ADMIN. SPEC. DE HONG KONG)		
IOM Assistance to the Intergovernmental Consultations on Refugees, Displaced Persons and Migrants (APC)		10 000
Total - contributions à affectation spéciale		10 000
KOWEIT		
Kuwait Initiative: IOM Kuwait Office and Operations		200 000
Total - contributions à affectation spéciale		200 000
ESPAGNE		
Voluntary Return of Immigrants from Spain		684 333
Implementation of Cooperation Agreement for AECI Projects in Guatemala		607 257
Management of Funds to transfer Experts in the Frame of the "Cooperation Programme Spain - Peru"		323 923
Information Campaign on Voluntary Return from Spain		1 910
Total - contributions à affectation spéciale		1 617 423
<u>Subtotal non-member States</u>		<u>1 827 423</u>
UNION EUROPEENNE		
EU Election Observation Mission in Palestine		2 635 024
Logistics and Transport Assistance to Angolan Returnees from Zambia		2 623 240
Humanitarian Assistance Internally Displaced Persons in Iraq		1 895 598
Democracy and Election Support Mission Afghanistan		1 575 786
Assistance to Community Stabilization in Timor-Leste		1 289 249
Community Stabilization Initiatives (CSP III)		1 061 008
Logistics and Transport Assistance to Angolan Returnees from Namibia		1 017 812
EU Election Observation Mission to the General and Presidential Election in Indonesia 2004		983 077
IOM Security Upgrades for Re-entry into Iraq		944 401
Health and Rehabilitation Project in Iraq (MEHRPI II)		912 986
Capacity-Building for Migration Management Programme for Moldovan Border Guards and Border Officials		878 049
Integrated Programme for the Enhancement of Transit and Irregular Migration in Tunisia (DOME)		756 871
Integrated Pilot Project of Socio-Economic Development in Morocco		652 171
Livelihood Recovery Project for Earthquake-displaced and Migrant Salt Workers in Gujarat		645 211
Community Stabilization Initiatives for Minority Communities - Kosovo (Serbia and Montenegro)		621 689
Capacity-Building in Migration Management and Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka		595 512
Regional Migrant Service Centres (MSC) in the Western Balkans		432 424
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		424 403
Enterprise Development in Minority Regions - Kosovo (Serbia and Montenegro)		400 331
Support for Enterprise Development in Minority Areas (SEDMIN III)		360 152
Completion and Management of the Centre for Displaced Persons in Guiglo, Western Cote d'Ivoire		329 294
IOM Rehabilitation Centre in the Republic of Moldova		326 790
Support for Enterprise Development in Minority Areas (SEDMIN II)		316 953
Return of Skilled and Qualified Afghan Nationals to the Public Sector		314 864
Development of Reliable and Functioning Policing Systems to Strengthen the CARDS Countries		299 651
ECHO Medevac Project - Iraq		294 394
Community Based Disaster Risk Reduction with Earthquake Safer Construction Practices (CBDRR) - Tajikistan		294 118
Sustainable Resettlement and Reintegration of Internally Displaced Persons, Sri Lanka		294 117
Establishment of the Network in Fighting Human Trafficking into the EU		249 023
Migrant Rights Centre in Morocco		223 599
Returns Sustainability for Minority Communities - Kosovo (Serbia and Montenegro)		218 286
Humanitarian Protection Needs Analysis for Internally Displaced Persons and Returnees - Aceh, Indonesia		199 005
Improving Health Conditions of Migrants in selected Districts of Chiang Mai Province in Thailand		192 810
Strengthening Humanitarian Protection and Reconciliation through Institutional Building Expansion Project		191 532
Return, Reintegration/Rehabilitation of Internally Displaced Persons in Sri Lanka		165 165
Combating Trafficking in Women: Republic of Moldova		144 075

Appendice 11

(anglais seulement)

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
UNION EUROPEENNE (suite)		
Darfur Registration and Database Management		140 943
EU Election Support Project Iraq		135 031
Return of Skilled and Qualified Afghan Nationals to Jobs in the Private Sector in Afghanistan		129 807
Awareness Raising and Legal Training for Lawyers on Discrimination Practices		128 857
Dialogue and Technical Capacity-Building Programme in Migration Management for Central Asia and Pakistan		127 358
Pre-Emergency Assistance to Potential Victims of Natural Disasters in Northern Tajikistan		117 971
Logistics and Transport Assistance to Angolan Returnees from Zambia and the Democratic Republic of the Congo		104 183
Parity-Citizenship - Portugal		83 818
Strengthening Humanitarian Protection and Reconciliation through Institution Building		82 115
Elaboration of an Action Plan to Increase Sustainability of Returns to Iraq (SRI)		74 280
European Migration Network: Establishment of the Programme of the National Contact Point in Austria		72 174
Support to Migration Management Capacities in Bosnia and Herzegovina		71 429
Reintegration in the Balkans by Reinforcing Local NGOs		71 154
Repatriation of Angolan Refugees from Zambia to Angola		60 948
Coordination of Assistance for Voluntary Return to Afghanistan		60 573
Victim Assistance for Minors in the EU Member States, Candidate and Third Countries		57 769
EU Election Observation Mission to Rwanda 2003		57 311
Cooperation on Chechen Illegal Migration		52 513
Completion and Management of the Centre for Displaced Persons in Guiglo, Western Côte d'Ivoire		46 836
Dimensions of Integration - Austria		46 016
Land Rehabilitation and Capacity-Building Support to Internally Displaced Madurese - Indonesia		43 657
Awareness Raising on the Integration of Migrants and Refugees into the Slovene Society		43 061
Transit Centres for Returning Internally Displaced Persons - Afghanistan		40 742
Stability Initiatives for Minority Communities in Mitrovica and Western Kosovo (Serbia and Montenegro)		37 845
PROKLISI Project		36 307
Immigrants from European Borders: HIV/risks and Reorientation		26 437
Trafficking in Unaccompanied Minors in the European Union - Research and European Conference		21 589
Support to the Government of Sudan and SPLM Joint Assessment Mission (JAM)		20 309
Long Distance Returns of Internally Displaced Persons from the Central Region to Places of Origin - Afghanistan		18 634
Reconstruction of Community Infrastructures in Pweto - Democratic Republic of the Congo		17 671
Sustainable Approaches to Voluntary Return of Asylum Seekers and Persons with Temporary Protection Status		11 745
Hungarian Assisted Return and Information Programme		11 305
Research on Infiltration of Trafficking Networks		10 729
MIGRATOOLS - Skill Development and Orientation Instruments for the Work Induction of Migrants		9 461
World at Work (Counselling at Work Orientation) - Italy		8 105
Counter-Trafficking Awareness Training for Border Police - Serbia and Montenegro		8 050
Trends on Migration and Lessons Learned from the New Countries of Immigration in EU and Austria		7 324
DESMOS Project		6 545
Let's Talk – Social Mediation for Refugee Communities - Finland		3 935
Total - contributions à affectation spéciale		26 863 207
ORGANES DES NATIONS UNIES		
PNUD		
Out-of-Country Registration and Voting - OCRV		26 721 383
Provision of Managed Transportation Services to Support the DDR Programme in Liberia		2 710 180
Demobilization and Reintegration of former combatants in Afghanistan		1 314 065
Security Awareness Induction Training - Iraq		566 595
Return of Qualified Iraqis		311 242
Seconded Staff		260 170
Urgent Support to the Development of New UNDP Projects under the New Government - Kenya		242 012
Economic Opportunity Enhancement in Nakhicheven through Community Mobilization and Micro-credit Schemes		131 483
Border Management in Central Asia (BOMCA)		75 533
Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals to Bosnia and Herzegovina		56 151
Reintegration of ex-Combatants - Congo		19 514
Baseline Assessment on HIV/AIDS Awareness and Service Provision in Northern Uganda		10 332
Information Campaign to Raise Awareness on the Situation of Trafficked Women - Poland		3 851
Total - contributions à affectation spéciale		32 422 511

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
HCR		
Pre-Screening of Asylum Seekers and Migrants (CARDS National Programme 2003)		429 012
Transportation and Logistics Assistance on the Internal Movement of Refugees within Angola		390 752
Transportation to Countries of Resettlement or Transit of Refugees from Various Countries		314 994
Voluntary Repatriation of Haitians - Jamaica		180 000
Management of UNHCR Transit Centre - Côte d'Ivoire		156 490
Voluntary Repatriation of Refugees from South Africa		153 739
Assistance in Repatriation of Sierra Leonean Refugees		108 215
Refugees from the Middle East and Africa		78 499
UNHCR Repatriation to Rwanda from Zambia		56 297
Repatriation from Kenya		49 096
Technical Cooperation Project in the Area of Migration (PLACMI)		45 767
Afghanistan Study of Cross-Border Migration		35 000
IOM/UNHCR Joint Seminar in the Caribbean		70 000
Voluntary Repatriation of Refugees from the Russian Federation		19 021
Voluntary Repatriation of Refugees of Various Origins		17 335
UNHCR Ad Hoc Movements		6 482
Resettlement of Refugees from Jordan and Egypt		2 156
Total - contributions à affectation spéciale		2 112 855
MINUK		
Kosovo Protection Corps Training (KPC)		2 755 058
Return of Internally Displaced Persons to Kosovo (Serbia and Montenegro), Peje/Pec Municipality		1 554 726
Total - contributions à affectation spéciale		4 309 784
FNUAP		
Baseline Assessment on HIV/AIDS Awareness and Service Provision in Northern Uganda		58 885
Trafficking: Training Workshops - Turkey		10 000
Total - contributions à affectation spéciale		68 885
UNJLC		
Seconded Staff		151 293
Total - contributions à affectation spéciale		151 293
UNICEF		
Return Assistance to Victims of Trafficking along the Border between Côte d'Ivoire and Mali		43 640
Rehabilitation of Minors and Children - Victims of Trafficking - Republic of Moldova		36 649
Reintegration of 500 LRA Reporters through Information, Counselling and Referral Services (ICRS)		31 911
Improvement of Child Care Services and Facilities at the Bangkok Immigration Detention Centre		20 735
Total - contributions à affectation spéciale		132 935
PAM		
World Food Programme Emergency Food Distribution - Dili		285 189
Total - contributions à affectation spéciale		285 189
OMS		
Seminar on Health and Migration - International Dialogue on Migration		40 128
Cambodian Psychiatric Nurse Trainees Programme		4 555
Total - contributions à affectation spéciale		44 683
OCHA		
CERF Loan for IOM Sudan Operations related to Internally Displaced Persons return		1 000 000
Secondment to OCHA		133 879
Emergency Attention to Internally Displaced Persons in Colombia		33 454
Receipt and Warehousing of Emergency Quarters and Family Area (QFA) Kits		6 112
Humanitarian Information Centre in Colombia		4 194
Total - contributions à affectation spéciale		1 177 639
UNESCO		
Technical Cooperation Among Developing Countries		27 560
Total - contributions à affectation spéciale		27 560
OIT		
IOM Psychosocial Module on Migratory Experience		41 938
Total - contributions à affectation spéciale		41 938

Appendice 11

(anglais seulement)

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME
PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
ONUSIDA		
Capacity-Building in Migration Management and Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka		11 450
Migration Health Pre-Departure Orientation		5 157
Total - contributions à affectation spéciale		16 607
<u>Total partiel - Organes des Nations Unies</u>		<u>40 791 879</u>
<u>AGENCES BENEVOLES ET AUTRES</u>		
Afghanistan Reconstruction Trust Fund (ARTF) - Afghan Expatriate Services Programme		188 796
Agence Intergouvernementale de la Francophonie - Associate Expert		134 751
Asian Development Bank - National Anti-Trafficking Strategic Plan of Action in Bangladesh		30 000
ASOCAMBIARIA - Survey on the Beneficiaries of Remittances in Colombia		38 688
Centre for Science, Society and Citizenship - Biometric Identifying Technology Ethics (BITE)		1 157
CFH Foundation - Technical Cooperation for Supporting Rural Communities in the Province of Esmeraldas		8 000
Chevron Texaco - Community Revitalization Initiative in Angola		3 442
Comisión Interamericana de Mujeres (CIM) - Combating Trafficking in Persons in Mexico		60 000
Development Alternative Inc - Internally Displaced Persons and Returnees in ACEH - Indonesia		98 417
Foundation "Remembrance, Responsibility and Future" - German Forced Labour Compensation Programme	124 364 596	
Foundation for PME - Central European Forum for Migration Research - Warsaw		185 795
- Berne Initiative Policy Papers Series		72 240
Independent Electoral Commission for Iraq (IECI) - Out-of-Country Voting - Iraq (OCV - Iraq)		55 200 000
Institute of Urban Environment and Human Resources (UEHR) - Equality in Health - Rome		23 377
International Alert - National NGO Migration Sector Development- Azerbaijan		21 398
Iranian Business Centre - Shelter Assistance following the BAM Earthquake - Iran		10 000
Japan Foundation - Media and Trafficking Workshop in Mekong - Thailand		21 970
New York University - Capacity-Building in Migration Management Programme - Armenia		10 300
OCDE - Migration Policy and Research Programme (MPRP)		16 642
Organization of American States (OAS) - Technical Cooperation Among Developing Countries		106 937
- Trafficking of Women and Minors in Bolivia for Exploitation		42 000
OSCE - Information Resource Centre for Labour Migrants - Tajikistan		194 000
- Labour Migration to the Russian Federation		15 516
- Victim Assistance for Minors in the EU Member States, Candidate and Third Countries		24 390
- Balkans Temporary Residence Permit Project		46 685
OSIAF - Performance against Trafficking of Women from Armenia		5 000
Risparmio Foundation - Migrant Domestic Workers' Rights and Obligations		6 367
Rissho Fund - Theatre Information Campaign: Educating Potential Migrants on the Risks of Labour Migration - Japan		27 015
Rockefeller Foundation - Life Skills for TB and HIV/AIDS Prevention among Immigrants - Thailand		88 055
Save The Children - Enabling Communities to Combat Child Trafficking through Education (ENABLE) - Indonesia		30 179
- HIV/AIDS Prevention in Mobile Populations along the High-Risk Corridor - Ethiopia		229 988
Settlement Fund - Holocaust Victim Assets Litigation (Swiss Banks)		29 750 207
Swedish Red Cross - Reimbursable transportation and other costs		564 737
Terre des Hommes - Trauma Project - Cambodia		24 651
The Global Fund - Construction of an Inter-sectorial Response in Sexual and Reproductive Health - Colombia		514 282
Titan Sencom Division - Capacity-Building in Migration Management Development - Georgia		208 983
Inter-Governmental Consultations (IGC)		1 173 306
World Bank - Dialogue on Migration of the November 2004 Council		30 300
- Protection of Internally Displaced Persons property in Colombia		176 905
- Migration and Development: Cooperation of IOM and the World Bank		2 288
Income transferred to projects from the Emergency Preparedness Account (EPA) fund		183 000
Income transferred to projects from the Sasakawa Endowment Fund		27 400
Income transferred to projects from the Rapid Response Transportation Fund		1 044 992
<u>Total partiel - Agences bénévoles et autres</u>		<u>215 006 752</u>
Interest income, exchange and miscellaneous income	1 196 509	2 714 343
Promissory note repayments		20 308 744
Refugees, migrants and sponsors		19 922 872
TOTAL	<u>4 233 312</u>	<u>685 161 319</u>
TOTAL GENERAL - CONTRIBUTIONS		<u>689 394 631</u>

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'OIM POUR L'EXERCICE 2004**MISSION DE VERIFICATION ET OBJET

Nous avons vérifié les états financiers et les comptes de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. La tâche principale des Vérificateurs externes consiste à examiner et à vérifier les états financiers annuels et à faire savoir si ces états financiers donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de l'Organisation à la fin de l'exercice financier et des résultats de ces opérations pour l'année considérée.

Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces fournies à l'appui des sommes comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

OPINION

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons vérifié, pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations à Genève, à savoir l'actif, le passif et les fonds, exprimés en dollars des Etats-Unis, ainsi que les recettes et les dépenses, exprimées en dollars des Etats-Unis et en francs suisses.

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandées et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes explicatives s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle des recettes et des dépenses des programmes et des fonds de l'Organisation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, ainsi que de sa situation financière à cette date.

Un rapport distinct, contenant un résumé des résultats de vérification, ainsi que nos principales observations et recommandations, a été soumis à l'OIM pour information et examen.

Arild Anstensrud

Runar Sætre

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège
23 mars 2005

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL
RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

Introduction

La raison d'être de la Caisse de prévoyance de l'OIM est la constitution d'un fonds de retraite pour les membres du personnel. A cet effet, deux fonds ont été constitués, l'un en francs suisses, essentiellement pour les employés (catégorie Services généraux) du Siège, et l'autre en dollars des Etats-Unis, essentiellement pour l'ensemble des fonctionnaires (catégorie Administrateurs) et les employés de certains bureaux extérieurs. Il existe à présent un troisième fonds, détenu en euros, qui n'est alimenté que par les transferts à partir des deux autres fonds.

Les fonds détenus en dollars et en francs suisses sont alimentés au moyen de déductions obligatoires sur les traitements du personnel et de contributions de l'Organisation à hauteur respectivement de 7,9 % et de 15,8 % du traitement soumis à retenue aux fins de la retraite.

Ces doubles cotisations sont placées dans un fonds central "de base", investi sous la forme de titres portant intérêt à court terme dans la monnaie dans laquelle les fonds sont détenus. Une bonne part du portefeuille en francs suisses est gérée par Pictet Asset Management, une société privée de Genève spécialisée en placements de capitaux. Le portefeuille en dollars est placé sous la forme de dépôts renouvelables à court terme auprès de la banque UBS à Genève. D'autres avoirs en espèces, détenus en dollars et en francs suisses, sont en outre gérés par la Division de la Trésorerie au Siège et placés sous la forme de dépôts bancaires à terme.

Les investissements des fonds détenus dans ces portefeuilles présentent un très faible niveau de risque et sont supposés fournir un rendement reflétant les marchés monétaires à court terme (c'est-à-dire avec une date d'échéance expirant au plus tard à un an).

En 2000, l'Organisation a offert aux membres du personnel la possibilité de placer, à leurs propres risques, jusqu'à 50 % de leur avoir dans des fonds communs de placement en actions. Ces investissements sont directement répercutés sur l'avoir des membres du personnel concernés dans la Caisse de prévoyance qui enregistre ainsi les pertes subies ou les gains réalisés.

Six fonds communs de placement sont actuellement proposés aux membres du personnel souhaitant y investir une partie de leur avoir, soit en francs suisses (CHF), soit en dollars E-U (USD), à savoir : Banque Pictet – Valsuisse (CHF), Global Equities (CHF), US Equities (USD), World Equities (USD), IST Foundation – Mixta Optima (CHF), et UBS – Balanced Fund A (USD).

Les fonds placés par Pictet sont investis intégralement dans des actions qui présentent à court terme un niveau de risque moyen à élevé. Les autres fonds sont investis dans des portefeuilles équilibrés composés d'actions et d'obligations qui présentent un niveau de risque moyen à faible.

Par ailleurs, les membres du personnel ont la possibilité de convertir jusqu'à quatre fois dans l'année, en dollars E.-U., en euros ou en francs suisses, une partie du solde qu'ils détiennent sous la forme de placements de base dans la Caisse de prévoyance. Ceci a pour but de diversifier les risques de change. L'option de la conversion en francs suisses a été restreinte aux fonctionnaires et aux membres du personnel du Siège. Les avoirs en euros ont été investis dans le portefeuille général de l'OIM détenu en euros, et non dans un portefeuille spécifique aux placements de base dans la Caisse de prévoyance, car le volume total des fonds en euros relevant de la Caisse de prévoyance n'était pas suffisant en soi pour produire valablement des intérêts. Cependant, comme le volume des fonds en euros a augmenté, il est envisagé de procéder en 2005 à des investissements spécifiques sous la forme de dépôts sûrs en euros.

A la fin de 2001, un comité mixte composé de représentants de l'Administration et de l'Association du personnel a été créé pour examiner et recommander d'éventuelles nouvelles améliorations structurelles à la Caisse de prévoyance. En 2002, le comité a procédé, sous la forme d'un questionnaire, à un exercice approfondi destiné à solliciter les vues et les sentiments du personnel concernant l'amélioration de la Caisse de prévoyance. Comme on pouvait s'y attendre, les réponses ont révélé toute une variété de besoins et d'attentes.

Le Comité a présenté ses conclusions et ses recommandations aux membres du personnel et au Directeur général en octobre 2003. En bref, il a estimé que le meilleur moyen de répondre aux besoins des membres du personnel était de maintenir la structure actuelle de la Caisse de prévoyance, moyennant une révision complète des placements effectués, une gestion assurée conjointement par la direction de l'Organisation, des représentants du personnel et des experts externes, une présentation plus simple des options offertes au personnel et une aide accrue concernant les plans de retraite et de placement.

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL (suite)
RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004

En guise d'alternative à ce qui précède, un nouveau groupe a été formé (le Groupe de travail sur la sécurité sociale, WGSS) afin d'explorer plus complètement les perspectives, en termes de coûts et d'avantages, d'une adhésion à la Caisse commune de pensions du personnel des Nations Unies. Le chef du secrétariat de la Caisse commune à Genève a prononcé, devant le personnel du Siège de l'OIM, en janvier 2004, un exposé décrivant en termes généraux le fonctionnement de la Caisse commune. Une réunion de suivi a eu lieu en novembre 2004 avec l'Administrateur adjoint de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

A l'automne 2004, une révision financière externe de la Caisse de prévoyance a été effectuée par Madison, une société de consultants en investissements des Etats-Unis. Leurs conclusions portaient sur la gouvernance passée, les résultats des investissements et les recommandations pour l'avenir. Ce rapport doit être examiné par l'Administration, après quoi des mesures appropriées seront prises.

Membres de la Caisse

Au 31 décembre 2004, on dénombrait 1.576 membres de la Caisse de Prévoyance, dont la composition a évolué comme suit:

	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Siège – Paie en francs suisses	218	206	180	110
Siège – Paie en dollars E-U	542	544	440	275
Tous autres bureaux – Paie en dollars E-U	816	719	350	320
Total	1 576	1 469	970	705

Conditions du marché et résultats

Le marché mondial des actions a stagné en grande partie au début de 2004, pour montrer ensuite quelques signes d'amélioration durant le second semestre. Les fonds communs de placement se sont redressés au cours de l'année dans une fourchette comprise entre 1 et 5 % pour les placements en francs suisses et entre 7 et 15 % pour les placements en dollars. Une partie des fonds en dollars a bénéficié de l'affaiblissement du dollar, engendrant des gains de change pour ces fonds. Des tableaux des indices des marchés boursiers et des rendements historiques de la Caisse de prévoyance sont incorporés au présent rapport financier afin d'éclairer le lecteur sur les conditions du marché.

Dans la mesure où les fonds placés dans la Caisse de prévoyance sous la forme d'obligations (placements de base) sont limités à des investissements à court terme, le rendement moyen enregistré pour chaque devise dans laquelle les fonds de la Caisse sont détenus a été le reflet direct de l'évolution des marchés respectifs à court terme durant l'année 2004. Durant le premier semestre, tous les taux d'intérêts sont restés au niveau très bas qu'ils accusaient déjà à la fin de 2003 (CHF: 0,25 %; USD: 1 %; EURO: 2 %). Cependant, avec la relance de l'économie américaine, la deuxième moitié de l'année 2004 a été témoin d'une augmentation progressive des taux d'intérêts aux Etats-Unis, de sorte que ces derniers ont dépassé les taux d'intérêts en euros à la fin de l'année. En outre, les taux aux Etats-Unis devraient continuer à se redresser lentement en 2005 à partir de leur niveau actuel de 2,5 %. En revanche, les taux d'intérêts en euros sont restés à 2 % et on ne prévoit pas d'augmentation avant le second semestre de 2005, et ce uniquement si l'économie européenne en général se redresse et si des signes apparaissent clairement d'une relance de la croissance. Les taux d'intérêts en francs suisses n'ont augmenté que très légèrement durant l'année pour atteindre leur niveau actuel de 0,5 %, reflétant le léger mieux de l'économie suisse par rapport aux voisins européens. Toutefois, ils ne devraient pas augmenter dans une mesure sensible mais plutôt rester à ce niveau très bas durant l'année en cours.

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U

ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	USD	USD
ACTIF		
Comptes courants	297 490	124 653
Comptes de dépôt	55 313 754	49 735 233
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 1)	5 092 816	4 091 441
Intérêts acquis	90 416	21 371
Compte réciproque de l'OIM (Note 2)	3 982 420	1 997 709
Recouvrable des revenus à la source	88 543	24 208
	<u>64 865 439</u>	<u>55 994 615</u>
 PASSIF		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en CHF	86 877	46 234
	<u>86 877</u>	<u>46 234</u>
ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE	<u>64 778 562</u>	<u>55 948 381</u>
 Constitué de l'		
EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL	<u>64 778 562</u>	<u>55 948 381</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2004**

	2004	2003
	USD	USD
COTISATIONS		
Cotisations du personnel	3 930 320	3 539 444
Cotisations de l'Organisation	7 860 640	7 078 887
Transferts de la Caisse de prévoyance des bureaux extérieurs	77 134	115 968
Transferts de la Caisse de prévoyance en CHF	0	314 293
Remboursements des prêts au logement	345 315	257 774
	<u>12 213 409</u>	<u>11 306 366</u>
RETRAITS		
Retraits du personnel à la cessation de service	3 982 848	2 248 429
Prêts au logement	1 092 353	807 804
Transferts à la Caisse de prévoyance en CHF	26 087	0
Transferts à la Caisse de prévoyance en Euros	892 985	859 862
	<u>5 994 273</u>	<u>3 916 095</u>
COTISATIONS DU PERSONNEL DES BUREAUX EXTERIEURS		
Cotisations nettes du personnel en provenance des bureaux extérieurs / aux bureaux extérieurs	1 193 393	960 692
TOTAL NET DES COTISATIONS DE L'ANNEE	<u>7 412 529</u>	<u>8 350 963</u>
TOTAL DE L'EPARGNE NETTE DUE AUX MEMBRES DU PERSONNEL		
Epargne du personnel en début d'année	55 948 381	46 146 090
Cotisations nettes	7 412 529	8 350 963
Rendement net	1 417 652	1 451 328
Epargne du personnel en fin d'année	<u>64 778 562</u>	<u>55 948 381</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U

ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES

	2004	2003
	USD	USD
RECETTES		
Intérêts sur comptes courants	0	102
Intérêts sur comptes de dépôts	735 666	324 834
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	0	157 148
Dividendes des fonds communs de placement	6 944	1 980
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 2)	77 513	93 704
	<u>820 123</u>	<u>577 768</u>
DEPENSES		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 1)	46 655	92 736
Commission de gestion des portefeuilles (Fonds confiés à des gestionnaires)	0	58 148
Redevances des comptes de dépôt	0	2 196
	<u>46 655</u>	<u>153 080</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION	<u>773 468</u>	<u>424 688</u>
REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)		
Fonds confiés à des gestionnaires - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 3)	0	0
Fonds communs de placement - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 3)	644 184	1 026 640
	<u>644 184</u>	<u>1 026 640</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION	<u>1 417 652</u>	<u>1 451 328</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U
NOTES

	2004 USD	Coût	2003 USD	Coût
1. Investissements dans des fonds communs de placement	Valeur du marché		Valeur du marché	
Pictet – Actions E-U	2 040 974	2 347 659	1 863 928	2 398 805
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	2 504 260	2 395 731	2 017 092	2 303 133
UBS – Fonds mixte A en USD	547 582	506 965	210 421	191 226
	<u>5 092 816</u>		<u>4 091 441</u>	

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les profits ou pertes réalisé(e)s découlant de la vente de fonds communs de placement sont imputé(e)s séparément au compte de recettes et de dépenses et reflété(e)s dans les comptes du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

2. Compte réciproque de l'OIM

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à l'OIM ou par l'OIM et à la Caisse de prévoyance ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, en euros et en francs suisses en cours d'année. En 2004, ce taux était de 2 %, contre 1,8 % en 2003.

3. Réévaluations

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs et de leur valeur du marché respective en fin d'année.

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U

RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS

		<u>%</u>	<u>2004 USD Montant</u>		<u>%</u>	<u>2003 USD Montant</u>
RENDEMENT TOTAL						
Avant réévaluation	a	1,805	773 468	a	0,819	424 688
Après réévaluation	a	2,376	1 417 652	a	2,884	1 451 328
PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)						
Fonds gérés au plan interne						
Liquidités et dépôts à court terme	b	1,400	735 666	b	0,990	322 740
Compte réciproque de l'OIM	c	2,000	77 513	c	1,800	93 704
Fonds gérés à l'extérieur						
Liquidités et dépôts à court terme	b	0,000	0	b	1,841	151 094
Obligations	b	0,000	0	b	0,356	6 054
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT						
Pictet – Actions E-U	d	7,358	174 629	d	14,690	339 949
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	d	14,595	342 909	d	24,361	574 604
UBS – Fonds mixte A en USD	d	7,571	26 430	d	14,709	19 352

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- a. Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- b. Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- c. Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- d. Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U

INFORMATION COMPARATIVE

Taux bancaires sur dépôts

Taux LIBOR sur dépôts en USD à 3 mois	2004	2003
	%	%
31 mars	1,11	1,28
30 juin	1,61	1,12
30 septembre	2,02	1,16
31 décembre	2,56	1,15

Mouvements boursiers

	2004		2003	
	Index 31.12.2004	Changements depuis 1.1.2004 (%)	Index 31.12.2003	Changements depuis 1.1.2003 (%)
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	10 783	3,15	10 454	25,32
Indice FTSE (Royaume-Uni)	4 814	7,53	4 477	13,63
Indice Nikkei (Japon)	11 489	7,61	10 677	24,46
Indice SSMI (Suisse)	5 693	3,74	5 488	18,51

Historique des rendements de la Caisse de prévoyance de l'OIM en dollars E-U

Année	Placements de base	Fonds communs	Ensemble
	%	%	%
2004	1,47	10,73	2,38
2003	1,10	19,99	2,88
2002	1,43	-16,51	-0,40
2001	4,26	-17,35	1,93
2000	6,57	-11,50	4,98
1999	1,41	-	1,41
1998	7,63	-	7,63
1997	5,59	-	5,59
1996	5,51	-	5,51
1995	5,52	-	5,52
1994	4,89	-	4,89
1993	5,03	-	5,03
1992	5,38	-	5,38
1991	7,92	-	7,92
1990	9,58	-	9,58

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES

ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	CHF	CHF
ACTIF		
Comptes courants	78 556	3 336
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (Note 1)	19 450 115	21 366 101
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 2)	4 063 251	3 735 489
Compte réciproque de l'OIM (Note 3)	8 411 174	6 672 058
Compte réciproque – Caisse de prévoyance en USD	98 865	61 091
Recouvrable des revenus à la source	55 207	86 182
	<u>32 157 168</u>	<u>31 924 257</u>
 PASSIF	 0	 0
	<u>0</u>	<u>0</u>
 ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE	 <u><u>32 157 168</u></u>	 <u><u>31 924 257</u></u>
 Constitué de l'		
EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL	<u><u>32 157 168</u></u>	<u><u>31 924 257</u></u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2004**

	2004	2003
	CHF	CHF
COTISATIONS		
Cotisations du personnel	1 301 976	1 214 243
Cotisations de l'Organisation	2 603 951	2 428 486
Transferts reçus des comptes de la Caisse en USD	11 846	0
Remboursements des prêts au logement	266 780	434 866
	<u>4 184 553</u>	<u>4 077 595</u>
RETRAITS		
Retraits du personnel à la cessation de service	3 190 717	2 173 661
Prêts au logement	481 725	678 758
Transferts à la Caisse de prévoyance en USD	0	390 442
Transferts à la Caisse de prévoyance en Euros	701 477	0
	<u>4 373 919</u>	<u>3 242 861</u>
TOTAL DES (RETRAITS) / COTISATIONS NET(TE)S DE L'ANNEE	(189 366)	834 734
 TOTAL DE L'EPARGNE NETTE DUE AUX MEMBRES DU PERSONNEL		
Epargne du personnel en début d'année	31 924 257	30 401 487
Cotisations/ (Retraits) net(te)s	(189 366)	834 734
Rendement net	422 277	688 036
Epargne du personnel en fin d'année	<u>32 157 168</u>	<u>31 924 257</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES

ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES

	2004	2003
	CHF	CHF
RECETTES		
Intérêts sur compte de dépôt	0	6 388
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	65 772	99 061
Dividendes des fonds communs de placement	19 999	13 627
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	149 183	78 962
	<u>234 954</u>	<u>198 038</u>
DEPENSES		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	101 827	81
Commission de gestion des portefeuilles	0	2 046
	<u>101 827</u>	<u>2 127</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION	<u>133 127</u>	<u>195 911</u>
REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)		
Fonds confiés à des gestionnaires -		
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	(8 449)	(55 171)
Fonds communs de placement -		
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	297 599	547 296
	<u>289 150</u>	<u>492 125</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION	<u>422 277</u>	<u>688 036</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES
NOTES

	2004 CHF	2003 CHF
1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs		
Liquidités et dépôts à court-terme	19 450 115	21 366 101
Obligations	<u>0</u>	<u>0</u>
	<u>19 450 115</u>	<u>21 366 101</u>

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créance à échéance fixe géré par Pictet et Cie. Le portefeuille est passé en 2002 d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle "fonds marché monétaire" à court terme.

2. Investissements dans des fonds communs de placement	Valeur du marché	Coût	Valeur du marché	Coût
Pictet Valsuisse	1 461 429	<i>1 941 993</i>	1 504 624	<i>2 121 964</i>
Pictet Global Equities	1 991 174	<i>3 085 850</i>	1 907 846	<i>3 158 194</i>
IST Mixta Optima	<u>610 648</u>	<i>599 694</i>	<u>323 019</u>	<i>317 217</i>
	<u>4 063 251</u>		<u>3 735 489</u>	

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les profits ou pertes réalisé(e)s découlant de la vente de fonds communs de placement sont imputé(e)s séparément au compte de recettes et de dépenses et reflété(e)s dans les comptes du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

3. Compte réciproque de l'OIM

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à ou par l'OIM et à ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, euros et en francs suisses en cours d'année. En 2004, ce taux était de 2 %, contre 1,8 % en 2003.

4. Réévaluations

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leur valeur du marché respective en fin d'année.

Appendice 13

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

		<u>%</u>	<u>2004</u> <u>CHF</u> <u>Montant</u>		<u>%</u>	<u>2003</u> <u>CHF</u> <u>Montant</u>
RENDEMENT TOTAL						
Avant réévaluation	a	0,394	133 127	a	0,589	195 911
Après réévaluation	a	1,327	422 277	a	2,333	688 036
PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)						
Fonds gérés au plan interne						
Liquidités et dépôts à court terme	b	-	0	b	0,253	6 388
Compte réciproque de l'OIM	c	2,000	149 183	c	1,800	78 962
Fonds gérés à l'extérieur						
Liquidités et dépôts à court terme	b	0,277	57 323	b	0,195	43 890
Obligations	b	-	0	b	-	0
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT						
Pictet - Valsuisse	d	4,734	96 202	d	13,184	280 020
Pictet - Global Equities	d	1,725	53 845	d	8,014	252 661
IST - Mixta Optima	d	1,124	5 151	d	5,176	14 534

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES

INFORMATION COMPARATIVE

Taux bancaire sur dépôts

Taux LIBOR sur dépôts en CHF à 3 mois	2004	2003
	%	%
31 mars	0,25	0,31
30 juin	0,50	0,28
30 septembre	0,70	0,25
31 décembre	0,72	0,26

Mouvements boursiers

	2004		2003	
	Index 31.12.2004	Changements depuis 1.1.2004 (%)	Index 31.12.2003	Changements depuis 1.1.2003 (%)
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	10 783	3,15	10 454	25,32
Indice FTSE (Royaume-Uni)	4 814	7,53	4 477	13,63
Indice Nikkei (Japon)	11 489	7,61	10 677	24,46
Indice SSMI (Suisse)	5 693	3,74	5 488	18,51

Historique des rendements de la Caisse de prévoyance de l'OIM en francs suisses

Année	Placements de base	Fonds communs	Ensemble
	%	%	%
2004	0,73	2,77	1,33
2003	0,45	9,84	2,33
2002	1,23	-22,22	-2,80
2001	3,07	-19,31	-0,51
2000	2,64	-5,91	1,52
1999	-0,61	-	-0,61
1998	1,53	-	1,53
1997	2,58	-	2,58
1996	1,89	-	1,89
1995	3,21	-	3,21
1994	4,13	-	4,13
1993	5,73	-	5,73
1992	8,07	-	8,07
1991	8,04	-	8,04
1990	8,18	-	8,18

CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS

ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2004

	2004	2003
	EUR	EUR
ACTIF		
Compte réciproque de l'OIM (Note 2)	1 923 942	760 112
	<u>1 923 942</u>	<u>760 112</u>
PASSIF	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>
ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE	<u>1 923 942</u>	<u>760 112</u>
Constitué de l'		
EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL	<u>1 923 942</u>	<u>760 112</u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS**COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2004**

	2004	2003
	EUR	EUR
COTISATIONS		
Transferts de la Caisse de prévoyance en USD	684 720	755 824
Transferts de la Caisse de prévoyance en CHF	457 643	0
	<u>1 142 363</u>	<u>755 824</u>
RETRAITS	0	0
COTISATIONS TOTALES NETTES DE L'ANNEE	<u><u>1 142 363</u></u>	<u><u>755 824</u></u>
TOTAL DE L'EPARGNE NETTE DUE AUX MEMBRES DU PERSONNEL		
Epargne du personnel en début d'année	760 112	0
Cotisations nettes	1 142 363	755 824
Rendement net	21 467	4 288
Epargne du personnel en fin d'année	<u><u>1 923 942</u></u>	<u><u>760 112</u></u>

CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS

ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES

	2004 EUR	2003 EUR
RECETTES		
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 2)	21 467	4 288
	<u>21 467</u>	<u>4 288</u>
DEPENSES	<u>0</u>	<u>0</u>
RESULTAT NET DE L'ANNEE	<u>21 467</u>	<u>4 288</u>

NOTES SUR LA CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS

1. Caisse de prévoyance en euros

Depuis juillet 2003, tous les membres de la Caisse de prévoyance de l'OIM ont la possibilité de placer en euros leurs avoirs dans le fonds "de base" (Core Fund).

2. Compte réciproque de l'OIM

Le compte réciproque de l'OIM représente les montants dus à l'OIM ou par l'OIM et à la Caisse de prévoyance ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, en francs suisses et en euros en cours d'année. En 2004, ce taux était de 2 %, contre 1,8 % en 2003.

RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS

	2004 EUR		2003 EUR	
	<u>Montant</u>	<u>%</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>
RENDEMENT TOTAL	21 467	2,000	4 288	1,800
PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)				
Liquidités et dépôts à court terme	21 467	2,000	4 288	1,800

Les pourcentages indiqués sont calculés au taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DE L'OIM
POUR L'ANNEE 2004**

MISSION DE VERIFICATION ET OBJET

Nous avons vérifié les états financiers de la Caisse de prévoyance de l'OIM pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Les états vérifiés par nous sont joints en appendice 13 au rapport financier de l'OIM pour 2004.

C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé par sondage à un examen des pièces comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

OPINION

A notre avis, les états financiers donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de la Caisse de prévoyance de l'OIM au 31 décembre 2004 et des résultats de ses opérations pour l'année écoulée.

Arild Anstensrud

Runar Sætre

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège
23 mars 2005